



« Kom'Ya, des recettes cosmétiques d'un autre temps conjuguées à l'ère de notre temps »

Kom'Ya

A LA UNE

Gisement de phosphate
de Sra Ouertane
Est-ce enfin le bout
du tunnel?

LA TUNISIE QUI GAGNE

« Kom'Ya, des
recettes cosmétiques
d'un autre temps
conjuguées à l'ère
de notre temps »

ECO-FINANCE

Vers une diplomatie
économique
renforcée avec
l'Europe et au-delà

ACTUALITÉS

Tunisie - Chine
Options et
préalables à une
coopération efficace



À VOTRE SERVICE
ET *plus* ENCORE



TUNISIE



www.comar.tn

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 3 Dinars

Abonnement annuel : 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°178 du 01 Février 2024



Gisement de phosphate de Sra Ouertane : Est-ce enfin le bout du tunnel?

La cheffe de cabinet de la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, a révélé, suite à une réunion avec une délégation de la société sino-arabe d'engrais chimiques (Sacf), que « cette dernière a manifesté un vif intérêt pour le projet d'exploitation du phosphate de Sra Ouertane (nord ouest), envisageant un partenariat avec la Tunisie ».



Pouvons-nous parler de souveraineté économique si notre capital humain est en perte de vitesse ?

Selon l'INS, les exportations 2023 ont, aux prix courants, progressé de 7,9% contre +23,4% en 2022 atteignant 62.077,3 MD contre 57.557,5 MD en 2022...



La Tunisie qui Gagne : « Kom'Ya, des recettes cosmétiques d'un autre temps conjuguées à l'ère de notre temps »

« Kom'Ya » ! Ceux qui ne connaissent pas la signification de ces deux syllabes pourraient s'y méprendre...



Vers une diplomatie économique renforcée avec l'Europe et au-delà

Le ministère des Affaires étrangères sous la férule de Nabil Ammar, affirme de plus en plus sa volonté de développer une diplomatie économique susceptible de conforter les relations économiques de la Tunisie avec ses partenaires traditionnels et en prime l'Europe...



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS

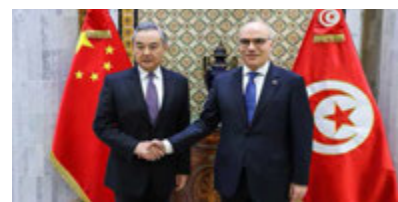


SPORT



L'intelligence artificielle, une menace ou une opportunité ?

Les outils de l'intelligence artificielle ne peuvent en aucun cas représenter une menace pour la vie quotidienne. Bien au contraire, elles sont là pour booster le marché de l'emploi et créer de nouvelles opportunités, ont estimé deux experts en intelligence artificielle.



Tunisie - Chine : options et préalables à une coopération efficace

Le gouvernement tunisien a profité d'une visite du ministre chinois des Affaires étrangères à la mi-janvier pour solliciter plus d'investissements et de financements chinois.

UBCI, 1^{ère} Banque en Tunisie Labélisée « Engagé RSE »





Gisement de phosphate de Sra Ouertane

Est-ce enfin le bout du tunnel?

Pour une bonne nouvelle, c'en est vraiment une. Dans un communiqué publié, le 5 janvier 2024, la cheffe de cabinet de la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Ahlem Béji Sayeb, a révélé, suite à une réunion avec une délégation de la société sino-arabe d'engrais chimiques (Sacf), que « cette dernière a manifesté

un vif intérêt pour le projet d'exploitation du phosphate de Sra Ouertane (nord ouest), envisageant un partenariat avec la Tunisie ».

Empressons nous de signaler tout de suite un détail majeur. Le chef de la délégation chinoise Wang Jinming est le représentant de la société mère, China Blue Chem Ltd de la compagnie

chinoise CNCCC, composante de la SACF aux côtés du Groupe chimique tunisien ([GCT](#)) et de la compagnie koweïtienne, Petrochemical Industries Company K.S.C. (PIC).

Nous avons tenu à préciser la qualité du chef de la délégation pour dire que par le canal de la Sino Arab Chemical Fertilizers (SACF), joint venture fondée en

juin 1985 à Qinhuangdao dans la province du Hebeien en Chine, le véritable groupe qui a manifesté son intérêt pour le gisement de Sra Ouertane est au final China BlueChem Ltd, société mondiale spécialisée dans trois principaux segments : la production et la vente de l'urée, du méthanol et des engrais phosphatés y compris le phosphate monomaniaque, le phosphate diazotique et les engrais composés.

La Tunisie a tout intérêt à établir un partenariat avec le groupe chinois

A priori, l'enjeu est de taille. La Tunisie, qui n'a pas les moyens financiers et technologiques, de développer toute seule le gisement de Sra Ouertane, a tout intérêt à encourager ce partenariat avec China Blue Chem Ltd pour valoriser ce mégaprojet en stand by, depuis 1979, et ce, pour plusieurs raisons.

La première consiste en l'importance du gisement de Sra Ouertane dont les réserves sont estimées à 1000 millions de tonnes (MT), soit presque le double du bassin minier de Gafsa. Exploité dans de bonnes conditions de paix sociale, ce gisement pourrait produire durant un siècle, annuellement et à lui seul, 10 Millions de tonnes.

La deuxième porte sur la persistance du phosphate et

ses dérivés en tant que produits stratégiques pendant de longues années, voire des décennies. Mieux, le phosphate demeure une ressource rentable. Ces trois dernières années, par l'effet des conséquences négatives de la pandémie du corona virus, de la guerre russo ukrainienne, du réchauffement climatique et d'autres fléaux, le cours mondial du phosphate a quadruplé passant de 100 dollars la tonne métrique en moyenne à 400 dollars.

Exploiter l'expertise chinoise pour migrer vers la production d'intrants plus sécurisants

La troisième serait le gain que pourrait tirer la Tunisie de l'expertise développée par China Blue Chem Ltd en matière de fabrication de deux intrants de grande qualité : l'urée et l'ammonium nitrate sulfate (ANS), retenus, de nos jours, comme des intrants essentiels pour l'amélioration de la production agricole au double plan de la qualité et de la quantité.

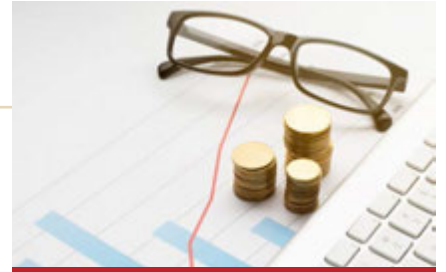
Les ingénieurs du Groupe chimique tunisien (GCT) sont unanimes pour confirmer, à maintes reprises, l'efficacité de ces deux engrais qui présentent l'avantage de répondre aux exigences de l'agriculture tunisienne et à ses spécificités au plan du climat, du sol et des systèmes agricoles. L'urée, par

exemple, peut fournir 46% des besoins des plantes en azote contre 33% pour l'ammonitrite. L'ANS, qui fournit quant à lui 26% de ces besoins, contient également du soufre (13%), un produit nécessaire à la croissance de la plante.

C'est pour cette raison d'ailleurs qu'en 2007, le gouvernement tunisien de l'époque avait anticipé et entamé, sans le mener à terme, un processus pour l'abandon définitif de l'ammonitrite et pour son remplacement par deux autres engrais azotés: l'ammonium nitrate sulfate (ANS) et l'urée.

De par sa composition chimique, l'ammonitrite peut exploser de plusieurs façons, ce qui en fait un produit extrêmement dangereux. Comprendre: ce principal fertilisant, utilisé jusqu'ici au fort taux de 90% par les agriculteurs tunisiens a nécessité des contrôles sévères lors de sa production et sa distribution. Et pour cause.

La décision d'abandonner, en 2007, l'ammonitrite avait une portée «préventive». Les autorités tunisiennes entendaient, certes, prémunir ouvriers d'usine, agriculteurs et simples citoyens des dangers que présentent cet engrais, notamment lors de son stockage et de son mélange-contact avec d'autres produits-, mais c'était surtout pour



dissuader toute utilisation de cet engrais à des fins terroristes. La menace terroriste était, à l'époque, sérieuse après les actes terroristes survenus, en 2007, dans le village de Soliman (sud est de Tunis).

Ce scénario s'est vérifié, malheureusement, avec l'émergence lors de la décennie noire (2011-2021) du terrorisme et l'utilisation par les terroristes de l'ammonitrite pour fabriquer des explosifs. C'est pourquoi la migration par le canal de ce partenariat avec China Blue Chem Ltd vers l'urée et l'ANS est un choix judicieux en ce sens où ces deux intrants sont des produits stables et ne font encourir aucun risque à leur utilisateur.

Garantir la soutenabilité sociale et écologique du gisement

Abstraction faite de ces facteurs qui pourraient objectivement inciter la Tunisie à établir un partenariat avec le groupe China BlueChem Ltd, le gouvernement tunisien se doit de bien négocier tout éventuel contrat.

Ce dernier doit faire impérativement l'économie des erreurs commises dans le bassin minier de Gafsa et dans les industries chimiques de Gabès et de Sfax.

Le contrat doit prévoir principalement la soutenabilité sociale et environnementale du gisement et ne pas se préoccuper uniquement de la rentabilité économique.

A titre indicatif, la future société mixte qui va exploiter le gisement Sra Ouertane doit opter, obligatoirement, -bien obligatoirement- pour le transport souterrain du phosphate à travers la technique du Slurry pipe-line et tirer le meilleur profit des résultats de l'étude intégrée en cours pour l'exploitation, dorénavant, du phosphate selon des critères favorisant l'acceptabilité sociale et écologique de ce minerai extrêmement polluant et nocif à la santé.

Est il besoin de rappeler à ce propos, qu'au mois d'août 2023, l'International Finance Corporation (IFC), ex- Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale a accordé, à la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) un don de 7 MDT. Ce don est destiné à financer une étude relative à un projet intégré porteur comportant le transport hydraulique du phosphate commercial, son alimentation en énergie propre (solaire) et son approvisionnement en eau dessalée.

A bon entendeur.

Abou Sarra

Transferts d'argent

Les flux de transferts d'argent personnels depuis l'Union européenne (UE) vers des pays tiers ont atteint un niveau record de 43,5 milliards d'euros en 2022, soit une augmentation de 13,9 % par rapport à l'année précédente, indique jeudi l'Office européen des statistiques Eurostat.

Ces transferts sortants, envoyés par les migrants dans l'UE vers leur pays d'origine, ont augmenté de manière continue depuis 2014, relève Eurostat, précisant que la plus grande part de ces flux (22 %) a été dirigée vers les pays européens non membres de l'UE, avec un total de 9,6 milliards d'euros en 2022.

L'Asie (hors Proche et Moyen-Orient) arrive en deuxième position avec une part de 20 % des flux sortants (8,6 milliards d'euros), suivie de près par l'Afrique du Nord avec 19 % (8,2 milliards d'euros), poursuit-on.

En revanche, les flux de transferts personnels vers l'UE n'ont que légèrement augmenté depuis 2014, passant de 11,6 milliards d'euros à 13,5 milliards d'euros en 2022, ce qui se traduit par un solde négatif de 30 milliards d'euros pour l'UE avec le reste du monde, ajoute l'office.



Ordre des Experts Comptables de Tunisie

Pleins feux sur la Loi de Finances 2024

Le décryptage de la Loi de Finances 2024 par les experts comptables est instructif et bénéfique pour tous.

Mercredi 24 courant a eu lieu à Tunis le rendez-vous annuel de l'ordre des experts-comptables avec la ministre des Finances. Cette rencontre devenue rituelle, rythme le débat dans notre pays. Il s'agit d'un exercice de décryptage du budget par les experts-comptables en présence de la ministre. Ils s'y emploient avec une rigueur remarquable. Et Sihem Boughdiri Nemsia s'y prête

avec une disponibilité avenante. Et pédagogie.

Lors des échanges, les experts se conforment à leur éthique professionnelle. Et, la ministre se plie à son devoir de redevabilité. Il y a quittus démocratique. L'événement est hautement instructif et tous s'obligent à un échange, de haute civilité. L'on doit reconnaître que le débat national y gagne en crédit.

Une lecture critique de la loi de Finances 2024

Walid Ben Salah, président du conseil de l'Ordre, en ouverture des travaux fera un discours structuré et percutant. Il reconnaît que la conjoncture est sous tension ce qui rend Malaisé la maîtrise des agrégats budgétaires. Il pointera, avec ménagement, les principales transgressions du budget. Il ne joue pas à remuer le couteau dans la plaie mais il se met dans une posture de lanceur d'alerte.

Ainsi, il pointe tout ce qui est de nature à mal impacter l'économie. Sa touche clinicienne donne

de l'aplomb à son diagnostic. Ainsi en est-il de l'augmentation de la pression fiscale qu'il met à l'index. Celle-ci augmente de manière rampante mais non moins perceptible pour se situer à 25,1% dans la Loi de Finances de 2024.

«La pression fiscale augmente de manière rampante mais non moins perceptible pour se situer à 25,1% dans la Loi de Finances de 2024» - Walid Ben Salah, président du conseil de l'Ordre des experts-comptables

Il faut bien se ranger à l'idée, laisse-t-il entendre que ce n'est pas un élément d'attractivité pour le site tunisien. Outre que le contexte actuel n'offre pas le niveau d'équité fiscale, souhaitable.

Walid Ben Salah reproduira tous les autres indicateurs en dépassement et focalisera sur l'emballement de la dette. L'évocation du seul montant de la dette extérieure prévue pour 16 milliards de dinars signifie pénalisation. Ces observations sont audibles car justement critiques. Et, elles sont recevables car elles sont faites de manière pudique, sans malveillance.

Pareil quand il relève que la masse salariale même si elle est en légère décrue ne marque pas une inflexion significative. En résumé son message signifie que tous ces éléments contrariants nous enferment dans une perspective de croissance maigre de 2,1%. Et, cela n'est pas réconfortant. Voilà, la messe est dite.

Sous la loupe des Experts

Ce fut ensuite autour du tandem Mohamed Derbel et Anis Wahabi d'appeler davantage la réflexion sur la manière d'imprimer une nouvelle physionomie à notre politique budgétaire.

Pour sa part Mohamed Derbel dressera un panorama économique mondial pertinent et remarquable de précision. Avec doigté il relève que l'exercice 2023 a pu "corriger" les déficits de la balance commerciale et celle des paiements redressant nos réserves de change à 114 jours d'importation et préservant le dinar, peu égratigné face à l'Euro et au Dollar US.

«C'est entre 2015 et 2017 que nos principaux indices économiques ont commencé à vriller» - Mohamed Derbel, expert-comptable

Cependant dans son ensemble

l'économie tunisienne demeure fortement exposée. Ceci n'est pas de nature à soulager nos grands handicaps tel le chômage lequel reste un drame national.

Anis Wahabi, présentera un examen fouillé et méthodique des nouvelles dispositions fiscales et autres mesures incitatives. Avec une pointe de malice, il soutiendra que la foison de textes fiscaux égare quelque peu les contribuables outre que l'on ne voit pas l'utilité d'une nouvelle amnistie. Et de rajouter que les nouvelles incitations ne font pas la différence pour la relance.

L'un et l'autre ont repéré un fait décisif. Ils conviendront que c'est entre 2015 et 2017 que nos principaux indices économiques ont commencé à vriller. Rappelons que le taux d'investissement est à son plus bas, 16,1% et celui de l'épargne à son étiage à 8,4%.

Une attitude responsable

La ministre se saisira de cet élément non pour se dédouaner mais pour décrire la lenteur de l'effort de redressement économique tant le cumul des contre-performances a pesé de tout son poids, depuis des années.

En toute bonne foi elle avoue que l'amnistie fiscale ne figurait pas dans le projet de loi mais qu'elle est l'œuvre des députés. Elle admet

également que les incitations aux entreprises constituent un stimulus indispensable. Hélas, dira-t-elle, ils ne sont pleinement opérants qu'une fois le dynamisme économique de retour.

«Continuer à financer l'économie par la fiscalité nous maintiendra dans un corset étroit» - Mohamed Louzir, DG du Cabinet Deloitte

Didactique elle rappelle que les trois éléments de la croissance sont l'investissement, la

consommation et l'exportation. La consommation a donné ce qu'elle a pu et sature pour le moment. Un effort particulier est fait pour propulser, même par tours de manivelle l'investissement et l'exportation dans l'espoir de leur redonner toute leur vigueur.

Par ailleurs et par souci d'apaiser le climat d'affaires l'année 2024 verra l'inclusion du secteur informel. Ce qui constitue précise-t-il un engagement en faveur d'une meilleure équité fiscale.

Cependant comme le rappelait, de manière incisive, Mohamed Louzir, DG du Cabinet Deloitte,

dans un récent propos public "continuer à financer l'économie par la fiscalité nous maintiendra dans un corset étroit". Fatalement, il faudra trouver les moyens de nous défaire de tout ce qui ligature notre motricité économique.

De ce point de vue, ne faut-il pas travailler à notre retour sur le marché international de la dette? En attendant, nous voyons pour notre part, une médication facile et bien à notre portée à savoir l'amnistie de change. Le Maroc en est à son troisième essai et cela paie.

Ali Abdesslem



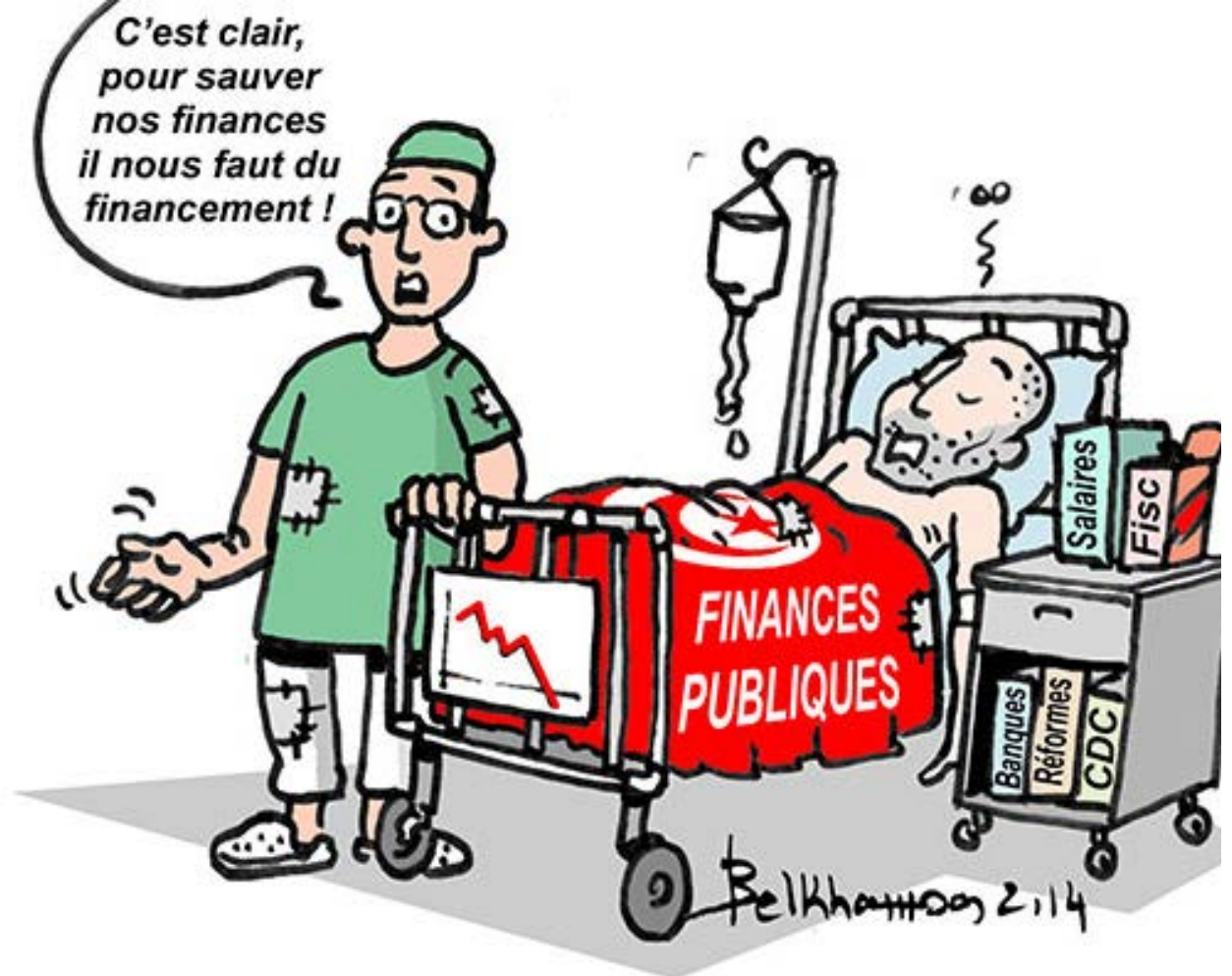
HYUNDAI Not Only The Leader... Simply The Best.



*Étude IPSOS – Qualimétrie
Septembre à Novembre 2023
Plus d'infos sur escda.tn

www.hyundai.com.tn

 **HYUNDAI**



Tunisie - Finances

Pour sauver le présent, devons-nous hypothéquer l'avenir ?

Sihem Boughdiri Nemsia, ministre des Finances vient d'annoncer non sans fierté que la Tunisie a remboursé tous ses emprunts. Elle ne nous donne pas les détails et ne nous dit pas s'il y a rééchelonnement ou pas et jusqu'à quelle année si rééchelonnement, il y a. Cela étant, devons nous considérer le remboursement de nos dettes comme un miracle et

une grande réalisation, alors qu'il est plus que naturel que l'Etat honore ses engagements avec ses emprunteurs ? Et est-ce que l'année 2024 sera aussi « rentable » sur le plan fiscal pour l'Etat et surtout rassurante pour un endettement extérieur et intérieur pour que la ministre continue à annoncer hardiment le remboursement des dettes de l'Etat ? A ce

jour, il y aurait 10 000 MD d'endettement extérieur dont la provenance n'a pas encore été dévoilée !

Revenons encore une fois sur le budget de l'Etat de 2024. Il s'agit d'un montant de 77.868.000 MD composé en grande partie de recettes fiscales de l'ordre de 44.050.000 MD et de ressources d'emprunt de l'ordre de 28.188.000 000 MD dont



12 MD en interne et 16 MD de l'international.

Les recettes fiscales de l'année 2024 représentent 98% des recettes propres et 56% du budget total. Les dettes à mobiliser pour l'année 2024 représentent 37% du budget total avec l'hypothèse, pour l'établissement du budget de l'année 2024, d'un cours du baril de pétrole à 81 dollars et d'un taux de croissance de 2,1%. Ce qui, soit dit en passant, n'est pas garanti !

«La Tunisie a remboursé toutes ses dettes, mais qu'en est-il vraiment ?»

Maintenant, revenons un peu en arrière pour essayer de comprendre de quels moyens l'Etat tunisien a disposé en 2023 pour couvrir ses dettes extérieures. Les revenus travail des TRE, les recettes en devises du secteur touristique et des activités exportatrice ont offert des ressources importantes mais insuffisantes puisque le pays a toujours besoin de toutes sortes d'importation et en prime les matières premières, hydrocarbures, céréales, médicaments et intrants.

Il y a eu aussi les prêts. Celui de l'Afreximbank dédié à mobiliser des ressources d'emprunt

extérieures pour financer le budget de l'État pour l'année 2023, à un taux d'intérêt variable estimé à 10,28%. Il est prévu de rembourser cet emprunt sur une durée de 5 ans, avec deux années de grâce. La ministre des Finances avait déclaré à l'assemblée, lors de l'adoption du projet de loi le concernant, que la Tunisie avait besoin du crédit parce qu'on devait rembourser un emprunt important au mois de juin 2023.

Il y a eu aussi le prêt contracté auprès de l'Arabie Saoudite qui avait dans un premier temps proposé, en 2021, un dépôt sur une année de 500 millions de \$ avec un taux d'intérêt de 7% à la BCT, ce que le gouvernement a renégoциé dans le sens d'un prêt de 400 millions de \$ remboursé sur 7 ans avec un délai de grâce de 2 ans et un taux d'intérêt de 5% conjugué à un don de 100 millions de \$.

«L'endettement extérieur de la Tunisie est un fardeau trop lourd pour l'économie du pays.»

Qu'en sera-t-il en 2024 ? année durant laquelle, le pays devrait faire face à des remboursements de 3,9 milliards de dollars sachant qu'en 2023, le montant de la dette extérieure était de 2,8 milliards.

PME

Une ligne de financement de 200 millions de dinars dédiée à la souscription aux Fonds d'investissement de restructuration et de relance des Petites et moyennes entreprises (PME) en difficultés a été lancée par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC), le bras financier de l'Etat, a annoncé la Caisse jeudi.

Financée à hauteur de 120 millions de dinars par le Fonds arabe de développement économique et social (FADES), cette ligne consiste en un dispositif d'aide spécifique aux PME, lequel est proposé dans le cadre du programme de relance de l'économie tunisienne adopté par le gouvernement, a indiqué la directrice générale de la CDC, Néjia Gharbi, jeudi, au cours d'un atelier intitulé " Private equity : état des lieux et nouveaux programmes à la CDC ".

Et d'ajouter que le montant restant (80 millions de dinars) sera mobilisé par la CDC qui apportera une contribution à hauteur de 40% dans 20 fonds destinés à cette mission.

«La Tunisie doit trouver un moyen de sortir de la spirale de l'endettement.»

Comment sauver le pays avec la logique de « A chaque jour suffit sa peine » ?

Dans cette logique de « A chaque jour suffit sa peine » à quoi devraient s'attendre les gouvernants de 2025 ? Ils hériteront eux aussi de dettes faramineuses qu'ils devraient rembourser. Que feront-ils pour y parvenir en l'absence d'une croissance conséquente et d'une véritable politique de développement économique et de création de richesses ? Priveront-ils les Tunisiens de pain ? De médicaments et d'hydrocarbures ?

En 2023, la pression fiscale a augmenté de 0,2% passant de 24,7% à 24,9%, les recettes touristiques ont augmenté atteignant le montant de 6.943 MD. En 2022, elles n'ont pas dépassé les 5.162 MD. Le revenu travail a aussi légèrement progressé passant de 7.366 MD en 2022 à 7.515 MD en 2023.

La Tunisie devrait-elle, faute d'investissements et d'une réelle croissance économique, compter sur des facteurs exogènes qui restent hasardeux pour améliorer ses performances économiques

et lui octroyer les ressources nécessaires de subsistance ?

De quels indicateurs économiques positifs, un pays tel que la Tunisie peut se prévaloir pour crier haut et fort sa réussite à avoir honoré ses dettes ? Devons-nous considérer cela comme une grande réalisation susceptible de déclencher un processus d'investissement et de croissance record ? (Sic)

«L'endettement de la Tunisie est un danger pour l'avenir du pays.»

L'année 2023 est terminée avec un taux de croissance de 0,9%, un taux de chômage de 15,8%, un déficit budgétaire de -7,7%, une inflation moyenne de 9,3%, des dettes de l'ordre de 80,2% par rapport au PIB, plus que le taux de 2022 de 79,9% et un taux d'épargne qui a régressé passant de 8,7% en 2022 à 8,4% en 2023 !

A lire ces indicateurs quelles réalisations y voit-on ? Il n'y a quand pas même de quoi pavoiser !

Entre 2010 et 2022, la Tunisie a perdu 982 sites industriels représentant 17% de ses entreprises de plus de dix employés !

D'après un rapport de « Crisis Group » publié le 22 décembre 2023, la Tunisie a, entre 2010 et 2022, perdu 982 sites industriels représentant 17% de ses entreprises de plus de dix employés. La croissance moyenne du PIB est tombée à 1,6% sur la période 2011-2019, contre une moyenne de 4,4% au cours de la décennie précédente. Entre 2010 et 2022, la masse salariale de la fonction publique est passée de 10 à 15% du PIB du fait de la pression exercée sur l'Etat pour qu'il fournisse des emplois aux chômeurs, tandis que les investissements publics et privés ont chuté de 23 à 12% du PIB !

Ces dernières années et principalement en 2023, les dégradations de la note souveraine de la Tunisie par les agences de notation ont continué de plus belle ! « Au mois de janvier 2023, Moody's a également baissé la notation de quatre banques tunisiennes exposées au risque de liquidité, du fait des conditions de financement externe difficiles auxquelles le pays était confronté » relève le rapport de Crisis Group.

«La Tunisie ne peut pas continuer à s'endetter de manière excessive.»

Une baisse qui a rendu plus difficile l'octroi par les banques de lettres de crédit aux exportateurs tunisiens et a découragé de nombreuses compagnies d'assurance de garantir les capitaux étrangers investis en Tunisie, réduisant ainsi l'investissement direct étranger.

En juin 2023, Moody's a dégradé la note souveraine de la Tunisie à Caa2 avec des perspectives négatives. Conséquence : la Tunisie n'a pratiquement plus accès à aucun financement de la dette sur les marchés internationaux sauf si elle accepte des taux d'intérêt prohibitifs (plus de 20%).

Pour l'année 2024, le gouvernement compte recourir à des dettes extérieures de l'ordre de 16.445 milliards de dinars qui devront couvrir 1.975 MD d'emprunts cédés et rétrocédés et 14.470 MD de soutien budgétaire. Pour les couvrir, on prévoit 122 MD du FMA, 218 MD de la banque mondiale, un prêt de 1.264 MD de l'Afreximbank avec un taux d'intérêt exorbitant, cela s'entend, des prêts de l'ordre de 1.594 MD de l'Arabie Saoudite et 965 MD de l'Algérie !

Les montants cités plus hauts couvrent seulement 6.000 MD des ressources extérieures, les prêts seront évidemment remboursés à court ou moyen termes quant aux 10.000 MD restants, nous n'avons aucune idée sur le plan

ingénieux du gouvernement Hachani pour les avoir ! Sortir sur les marchés internationaux reviendrait à hypothéquer l'avenir des 5 générations à venir !

Que faire alors ?

Aucune réponse convaincante ne nous parvient de ceux qui détiennent l'avenir de la Tunisie entre leurs mains. Les seules déclarations sont celle relatives à une souveraineté que nous risquons réellement de perdre si l'ARP adopte la convention entre un fonds d'investissement arabe et notre pays et qui risquerait de nous mettre au rang de vassal par rapport au pays en question ! Quel honneur et quelle dignité pour un pays qui refuse de négocier avec une institution internationale de laquelle il est membre et dans laquelle il a une quote part, qui pourrait par populisme tomber sous le joug du dictat des spéculateurs internationaux ou de fonds arabes en provenance des pays du Golfe qui lui imposent des conditions humiliantes qu'il s'agisse d'aide ou d'investissements !

La Tunisie devrait-elle « sauver » (e) le présent en hypothéquant l'avenir ?

Amel BelHadj Ali



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Tunisie

Pouvons-nous parler de souveraineté économique si notre capital humain est en perte de vitesse ?

Selon l'INS, les exportations 2023 ont, aux prix courants, progressé de 7,9% contre +23,4% en 2022 atteignant 62.077,3 MD contre 57.557,5 MD en 2022. Les importations ont enregistré une baisse de -4,4% alors que la hausse était de 31,7% en 2022. En valeur, les importations ont atteint 79.146,3 MD contre 82.788,9 MD durant l'année 2022.

Résultat : le déficit commercial s'est allégé pour s'établir à un niveau de -17.069 MD contre -25.231,4 MD durant l'année 2022. Le taux de couverture a gagné 8,9 points par rapport à l'année 2022 pour s'établir à 78,4%. Des réalisations rassurantes si nous considérons peu importantes certaines pénuries sur le marché national tels les intrants, médicaments ou denrées alimentaires.

La Banque mondiale apprécie les développements positifs de l'économie tunisienne comme l'amélioration des termes des échanges commerciaux et la reprise du secteur touristique mais prévient quant aux risques liés à l'évolution de la sécheresse, aux conditions de financement et au rythme des réformes.

L'augmentation des exportations du secteur textile, des industries mécaniques et de l'huile d'olive

associée à la croissance des exportations touristiques, ont contribué à atténuer le déficit extérieur mais une croissance économique qui crée de la richesse et de l'emploi n'est pas encore à l'ordre du jour et ce ne sont pas les 2,4% de croissance prévus en 2024 qui changeront la donne ou amélioreront la qualité de vie et le pouvoir d'achat des Tunisiens.

“La Tunisie qui aborde 2024 avec le passif de plus d'une décennie d'un lent décrochage ne peut se permettre d'esquiver le débat sur les transformations disruptives de son modèle économique et social.” - Hechmi Alaya

C'est ce que semble dire Hechmi Alaya, économiste émérite dont la voix ne semble pas parvenir aux décideurs politiques. « La Tunisie qui aborde 2024 avec le passif de plus d'une décennie d'un lent décrochage, ne peut se permettre d'esquiver le débat sur les transformations disruptives de son modèle économique et social. Les Tunisiens ne peuvent s'en remettre à la peur du changement sous peine de passer à côté des vrais problèmes qui sont à l'origine de la baisse de

leur niveau de vie qui se retrouve aujourd'hui -en termes de PIB réel par tête d'habitant- au niveau d'il y a dix ans : 7822 dinars vs 7833 dinars en 2013 et du chômage de leurs enfants : plus de quatre jeunes de 15-24 ans, sur dix est sans emploi ».

«Loin des indicateurs économiques classiques, l'avenir de la Tunisie réside dans des transformations fortes et audacieuses.»

L'anticapitalisme primaire « faussement égalitariste » prôné par les politiques aujourd'hui ne pourra pas assurer à la Tunisie la relance économique dont elle ardemment besoin.... La vraie souveraineté exige des transformations fortes et audacieuses ».

Comment construire la Tunisie de demain sans une éducation de qualité ?

Loin des indicateurs économiques classiques, résultant des choix ou des stratégies prônés à tort ou à raison par l'Etat, il va falloir que la Tunisie se tourne vers un secteur à la base de tout progrès dans le pays : l'EDUCATION.

Parmi les investissements et les transformations à faire au plus tôt, ceux en rapport avec l'éducation

nationale, un secteur dont on ne parle pas beaucoup mais capital pour le développement du pays. L'héritage de plus de 30 ans de mauvais choix exacerbé par 10 ans post 14 janvier, la dégradation de la formation des enseignants et de la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves conjuguées à l'abandon scolaire représente un véritable drame pour un pays qui n'a pu avancer que grâce à ses compétences.

il va falloir que la Tunisie se tourne vers un secteur à la base de tout progrès dans le pays : L'EDUCATION

Lorsqu'on entend dire qu'un élève sur trois entre 7 et 14 ans ne possède pas les compétences en matière de lecture et que 3 élèves sur 4 manquent de compétences en mathématiques, on peut dire adieu aux médecins, aux ingénieurs et à toutes les disciplines scientifiques qui peuvent projeter le pays dans un futur de hautes technologies et d'innovation, l'industrie 4.0, la robotique etc.

Selon une étude réalisée par la Fondation européenne pour la formation en 2019, trois entreprises sur quatre, en Tunisie, ont fait état de difficultés à trouver des candidats suffisamment qualifiés. « Les

employeurs sont à la recherche de travailleurs qualifiés et de techniciens spécialisés, dans les secteurs du textile, de l'hôtellerie et de la restauration, du bâtiment et des TIC. Les profils moyennement et hautement qualifiés sont particulièrement touchés par le phénomène de « fuite des cerveaux » (migration des personnes à haut niveau de qualification). L'inadéquation entre les compétences des travailleurs et celles recherchées sur le marché du travail tunisien, dans ses multiples dimensions, continue de peser sur le développement économique et empêche une utilisation plus efficace du capital humain. Un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour favoriser l'emploi des jeunes diplômés dont le plan Tunisie Digitale 2020, qui vise à développer les infrastructures de TIC et les services liés aux TIC dans tout le pays ».

«Peut-on parler de souveraineté économique si notre capital humain est en perte de vitesse ?»

Cela reste insuffisant en l'absence d'une prise de conscience réelle du drame de la dégradation de l'éducation de l'enseignement public en Tunisie et de l'incapacité désormais du pays à intégrer l'élément compétences et capital humain en tant que facteur

d'attraction pour le site.

La situation de l'éducation en Tunisie exige une réunion du Conseil de sécurité nationale et des décisions à prendre au plus tôt. La seule volonté d'un ministre animé par de grandes ambitions ne suffit pas, c'est une stratégie nationale menée au plus haut de la pyramide de l'Etat qui doit être faite. Comment construire la Tunisie de demain sans une éducation de qualité ?

«L'éducation, socle de tout progrès, doit être au cœur des priorités pour construire la Tunisie de demain.»

Les atouts majeurs de la Tunisie qu'on ne cesse de mettre en avant, talents et cerveaux, bilinguisme ou trilinguisme sont sérieusement menacés et le pays ne pourrait les récupérer que par des mesures révolutionnaires et des moyens adéquats.

Hechmi Alaya parle d'un projet où la recherche d'une vraie croissance inclusive permettra de réduire les inégalités à travers le rétablissement de la capacité de l'Etat à assurer des services publics de qualité -éducation, santé, justice et police- et sur un secteur privé débarrassé des entraves bureaucratiques. Un projet où la reconquête de

la souveraineté rime avec le rétablissement de la capacité de l'Etat à entreprendre les vraies transformations structurelles pour réduire la dépendance alimentaire et énergétique du pays, favoriser la compétitivité des entreprises pour réduire le déficit extérieur et l'engagement du Tunisien au travail et la productivité pour réduire sa dépendance à l'Etat et réhabiliter l'attractivité du pays.

Rien de cela ne pourra se faire sans un capital humain performant, lequel capital ne peut se construire sans une éducation de qualité depuis la formation des enseignants et jusqu'à l'apprentissage dispensée aux élèves.

«Hechmi Alaya prône un projet où la recherche d'une vraie croissance inclusive réduira les inégalités par le rétablissement de services publics de qualité et un secteur privé débarrassé des entraves bureaucratiques.»

Pouvons-nous parler de souveraineté économique si notre capital humain est en perte de vitesse ?

Amel BelHadj Ali

Épargne, Placements, Épargne Retraite

Le Guide 2024

bientôt



pour plus d'informations
consultez-nous

Email : img@planet.tn



LA TUNISIE
QUI GAGNE



La Tunisie qui Gagne

« Kom'Ya, des recettes cosmétiques
d'un autre temps conjuguées à l'ère
de notre temps »

« Kom'Ya » ! Ceux qui ne connaissent pas la signification de ces deux syllabes pourraient s'y méprendre considérant qu'elles représentent l'aboutissement d'une longue réflexion sur le nom le mieux vendeur pour une marque de produits de soins et cosmétiques BIO.

« Kom'Ya » est beaucoup plus ! Le nom veut dire « Comme ce que faisait ma grand-mère ». Une expression portant en elle une grande signification, celle des liens indéfectibles qui nous lient à nos us, usages et culture. « Kom'Ya » est un hymne à l'amour d'une grand-mère qui s'est exprimé autrement que par l'accrochage d'un portrait sur

un mur. Un amour raconté à travers la perpétuation d'un savoir ancestral né d'une civilisation millénaire : celle de la Tunisie.

Elles sont trois sœurs qui ont décidé d'immortaliser leur aïeule en perpétuant de longues traditions de préparation de produits cosmétiques et de soin, en s'inspirant de recettes qu'on

pensait oubliées voir désuètes et inefficentes.

Meryem Aidi, Ingénieur, Imen Aidi, dentiste et Yosra Aidi, financière ont mis leurs mains dans la « pâte » en entreprenant. Elles ont lancé leur start-up « Kom' Ya ».

« Kom'Ya, ressemble à grand-mère : le symbole de la femme sagement belle, la femme au naturel! C'est cet univers féminin que nous offrons à travers des produits « Slow beauty ». Une gamme de produits simples et qualitatifs conjuguant des recettes ancestrales à la dimension pratique moderne. Nos produits sont conçus dans le respect du concept « Do it by yourself » et proposés dans leurs formats bruts sans transformation industrielle. Nous avons également accordé l'importance requise au format de vente : notre approche est servicielle. Nous mettons à la disposition de nos clients le service, le conseil, les recettes et les combinaisons » indique Meriem, de formation ingénieur énergétique.

Meriem a choisi de rentrer en Tunisie après une expérience professionnelle de 10 ans passée dans la gestion de la qualité industrielle. Elle a vécu auparavant en Italie et en France et travaillé dans plusieurs pays et dans différents continents. Munie d'une expérience conséquente

dans les domaines industriel et commercial, elle a décidé de lancer son propre projet. « Mon rêve était toujours de revenir en Tunisie, de créer un univers digital avec des valeurs authentiques dans un écosystème Green ».

« Kom'Ya, ressemble à grand-mère : le symbole de la femme sagement belle, la femme au naturel! »

Dès que réinstallée à Tunis, Meriem a lancé avec ses sœurs cofondatrices, « Kom Y'a », la cosmétique écologique et durable. « Mon objectif aujourd'hui est de déployer les ailes de ce projet dans le monde, au-delà des frontières nationales pour faire connaître notre savoir-faire à l'international et mettre en avant nos valeurs et richesses dans le domaine du bien-être et de la cosmétique ».

« Mon rêve était toujours de revenir en Tunisie, de créer un univers digital avec des valeurs authentiques dans un écosystème Green »

« Toute racine bien ancrée ne peut que s'élever vers les hauteurs » dit l'écrivain algérien

Mazouz Hacène et les sœurs Aidi sont aujourd'hui telles les oliviers de Tunisie, millénaires symbole de paix, de fertilité et de beauté, fixés dans les profondeurs de la terre. Elles rêvent de conquérir le monde, de le séduire et de lui faire découvrir les richesses que recèle le pays qui a donné son nom au continent africain en flore, ressources médicinales, huiles végétales et plantes aromatiques.

« Toute racine bien ancrée ne peut que s'élever vers les hauteurs » dit l'écrivain algérien Mazouz Hacène

« A chaque fois que j'entends parler de l'huile d'argan devenu un label international, je me dis pourquoi n'exploitons nous pas nos richesses. Notre nature est riche et nous pouvons distiller les plantes, faire des élixirs floraux. Nous pouvons créer des labels internationaux » se demande Meriem.

Une start-up qui œuvre pour une économie verte et solidaire

Mais qu'on ne s'y trompe pas, les fondatrices de « Kom Y'a » se nourrissent du passé mais conjuguent leurs actions au présent et au futur. Elles mettent à contribution tous les



moyens technologiques pour faire connaître leurs produits se servant de l'e-commerce, créant des blogs, des contenus, faisant appel aux médias et se servant des podcasts.

« Cet Univers est aussi un blog écrit par l'amoureuse de la nature, que je suis expliquée Meriem Aidi. Pour aborder différents sujets sur la beauté au naturel, offrir des conseils, donner des explications, des astuces et bien plus. Notre startup opère pour une économie verte et circulaire. Nous sélectionnons des producteurs de qualité pour chaque gamme de notre catalogue. Ce sont des fournisseurs certifiés tels des petites entreprises pour l'emballage et le packaging en jute et en bois d'olivier. Nous essayons de travailler dans un écosystème Green, aider les petites entités à présenter les spécialités de chaque région de la Tunisie.

Nous proposons ces produits sous notre marque et surtout à travers notre blog pour accompagner les utilisateurs dans un concept de cosmétique brut. Notre force réside dans l'usage d'outils de communication moderne (toutes les catégories des réseaux sociaux) pour promouvoir les produits hérités de longue date sans transformation (huiles, hydrolats, argile en poudre...). Kom'Ya est une marque qui respecte la

charte de la "Slow" cosmétique et vise ce label avec d'autres certifications pour conquérir le marché international».

Kom'Ya est une marque qui respecte la charte de la «Slow» cosmétique et vise ce label avec d'autres certifications pour conquérir le marché international

Les produits cosmétiques ne datent pas d'aujourd'hui. On raconte l'histoire de la dame de Carthage qui usait de fard pour ses joues et d'onguents pour préserver et entretenir sa beauté. Dans l'Egypte ancienne, les femmes utilisaient des poudres végétales et minérales pour fabriquer des produits de maquillage. Elles savaient fabriquer des masques visage, des lotions, crèmes, pommades. Les romains aussi se passionnaient pour la cosmétique tout comme les Carthaginois.

Les cosmétiques représentent l'une des plus grandes industries au monde, les marques se comptent par milliers et leur nombre ne cesse de s'accroître. En Tunisie, des jeunes ambitieux, créatifs et innovants, se lancent dans l'entrepreneuriat prônant une économie écologique, humaine et pour certains rêveurs ou idéalistes, altruiste aussi dans

Diaspora

Les transferts financiers des Tunisiens résidents à l'étranger (TRE) ont dépassé les 7 milliards de dinars à la première semaine du mois de décembre 2023, a fait savoir mercredi le directeur général de l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE), Moncef Kharbi.

Dans une déclaration aux médias en marge d'une conférence nationale sur la famille migrante organisée par l'OTE, le responsable a indiqué que ces transferts ont contribué à augmenter les avoirs en devises et ont couvert 65 % de la dette extérieure.

A noter qu'environ deux millions de Tunisiens résident à l'étranger.

une nouvelle réalité économique qui favorise le retour au naturel.

Pouvons-nous espérer mieux ? La nature n'est-elle pas la plus belle des écoles ? La plus inspirante ?

Les sœurs Aidi comme beaucoup d'autres ont choisi le retour aux sources. La Tunisie gagnera par et grâce à eux.

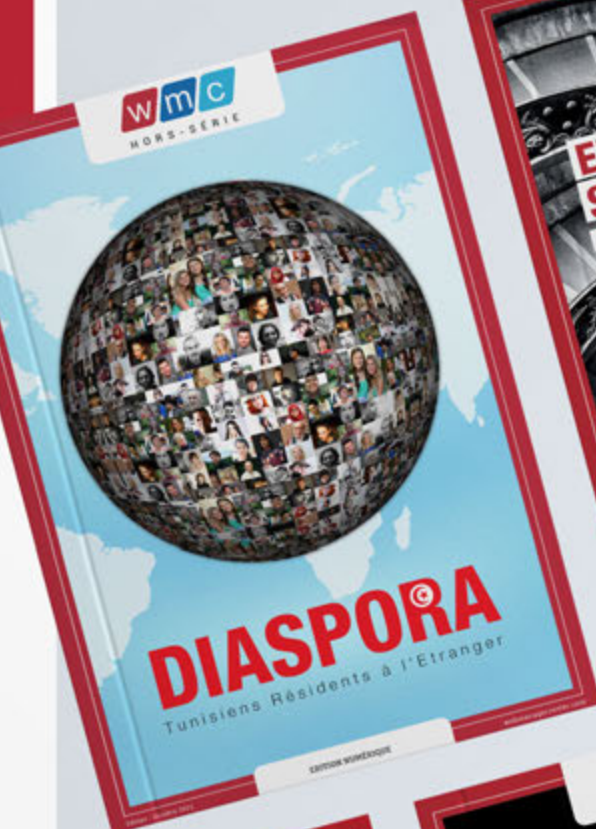
Amel BelHadj Ali



HORS-SÉRIE

DES ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES

Des thématiques sectorielles



+ de 20.000
exemplaires
par édition



Tunisie

Vers une diplomatie économique renforcée avec l'Europe et au-delà

Le ministère des Affaires étrangères sous la férule de Nabil Ammar, affirme de plus en plus sa volonté de développer une diplomatie économique susceptible de conforter les relations économiques de la

Tunisie avec ses partenaires traditionnels et en prime l'Europe mais aussi tenant à diversifier ses partenariats dans la logique de ne pas « mettre tous ses œufs dans le même panier ».

Les différentes visites de Nabil Ammar, ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger dans nombre de pays européens et arabes illustrent une volonté réelle d'initier des partenariats

économiques avec des pays autres que les partenaires traditionnels de la Tunisie. Le MAE s'est, ainsi, déplacé en Hongrie, en Roumanie et en Russie, pays qui ne figurent pas au premier rang des partenaires commerciaux de la Tunisie mais qui nous rappellent que l'Europe, c'est 50 pays et l'union européenne 28 pays soit un grand marché offrant plus d'opportunités. Le ministre s'est aussi rendu en Arabie Saoudite où il a signé un accord pour un prêt de 400 millions de \$ et un don de 100 millions de \$.

Le ministère s'est doté d'une direction générale, chargée de la diplomatie économique en 2018. Aujourd'hui, elle dispose de prérogatives renforcées en vertu de l'arrêté 531 du 20 juillet 2023. Les missions diplomatiques à l'étranger ont été appelées à mettre en place des stratégies comprenant des actions promotionnelles en faveur du site Tunisie axant sur les opportunités d'affaires, les secteurs exportateurs et les avantages accordés aux investisseurs. Le ministère a initié un programme de coordination entre les différents acteurs économiques publics et privés pour unifier les stratégies promotionnelles œuvrant pour le « Tous pour un, un pour tous » en lieu et place du « Chacun pour soi » !

Les différentes représentations diplomatiques ont été appelées à tisser et renforcer les liens avec la diaspora qui fourmille de hautes compétences et d'élites bien placées à l'international, le but est de l'impliquer dans la promotion économique et culturelle de la Tunisie.

Le ministère a aussi cherché à élargir les accords-cadres de coopération et de partenariat avec les institutions nationales qui ont des représentations à l'étranger dont le CEPEX, la TIA (Tunisian Investment Agency) et l'ONTT.

Les missions diplomatiques à l'étranger ont été appelées à mettre en place des stratégies comprenant des actions promotionnelles en faveur du site Tunisie axant sur les opportunités d'affaires

Le MAE s'est également concerté avec les douanes nationales, les hommes d'affaires et les chambres de commerce pour des missions économiques plus structurées à l'international. A cet effet, un accord de coopération et de partenariat a été signé avec les deux organisations patronales : UTICA et Connect

ainsi qu'avec l'Institut arabe des Chefs d'Entreprises : IACE.

Sur un tout autre plan, le MAE n'a pas hésité via la direction générale de la diplomatie économique à user de son réseau à l'international pour assurer l'approvisionnement de la Tunisie en céréales et fourrages le réseau diplomatique à l'étranger pour rechercher des producteurs de céréales. « Le dossier des céréales et fourrages sera inscrit sur l'agenda des accords bilatéraux programmés pour l'année 2024 ».

Le MAE, a-t-il les moyens de ses ambitions ?

Autant d'actions, qui plaident en faveur du renforcement du volet diplomatie économique au sein du MAE, ne doivent pas nous empêcher nous poser certaines questions :

- Les efforts louables du MAE et la volonté manifeste de Nabil Ammar de développer une diplomatie économique efficace au service des intérêts supérieurs du pays, arriveront-ils à calmer les tensions avec certains partenaires traditionnels de la Tunisie qui restent importants pour l'économie nationale dont la France et l'Allemagne ?

- Une diplomatie économique efficace exige des moyens

financiers énormes pour doter les chancelleries d'attachés économiques, et pour l'organisation de manifestations et d'actions économiques d'éclat sachant que le budget du MAE ne dépasse pas le 0,59% du budget de l'Etat ? En un mot : le MAE a-t-il les moyens de ses ambitions et pourra-t-il réussir un « National Branding » porteur pour le site Tunisie ?

- Après l'élimination de l'ATCE, qui, malgré sa dimension propagandiste au profit du président Ben Ali faisait du beau travail pour valoriser l'image de marque de la Tunisie à l'international et la préserver contre les campagnes de dénigrement organisées par des lobbyistes au service de pays concurrents, aujourd'hui la Tunisie ne dispose d'aucune institution dédiée à la communication extérieure, comment dans ce cas soigner son image et la préserver alors qu'elle est la cible d'attaques venant de toutes parts ?

La diplomatie économique consiste en la recherche de réalisations économiques par des moyens diplomatiques à travers une combinaison savante entre la diplomatie, fonction régaliennne exercée par l'Etat et sa fonction commerciale, l'Etat tunisien devrait peut-être commencer par consacrer un budget promotionnel conséquent pour assurer le rayonnement du

pays à l'international mais plus que tout, il devrait définir des choix économiques claires et défendables loin des déclarations d'intentions et des diatribes verbales populistes.

La diplomatie économique consiste en la recherche de réalisations économiques par des moyens diplomatiques à travers une combinaison savante entre la diplomatie

Cela étant, nous ne pouvons ignorer les efforts déployés ces dernières années pour mettre un pied dans le marché africain. La Tunisie a ouvert des ambassades au Burkina Faso et au Kenya, a accru ses dessertes aériennes en direction de l'Afrique réalisant le potentiel de la clientèle africaine, dans les filières de la formation et de la santé. Elle a également intégré le COMESA en 2018 et est membre observateur de la CEDAO depuis 2017.

Reste que notre pays est un partenaire privilégié de l'Union européenne, de loin son principal partenaire économique (près de 80% de ses échanges commerciaux). Il a également été pendant longtemps un des premiers bénéficiaires de l'aide européenne et des programmes d'accompagnement européens.

La Tunisie est un site de prédilection pour les entreprises françaises présente par centaines sur place, c'est un pont pour l'Italie sur la Méditerranée et une plateforme productive importante pour les sociétés italiennes. L'Italie est le premier partenaire commercial de la Tunisie avec un excédent de la balance commerciale et son deuxième client et investisseur après la France. ainsi que le deuxième fournisseur de la Tunisie, avec un commerce bilatéral d'environ 7.1 milliards d'euro. L'Allemagne est aussi un partenaire très important pour la Tunisie. En 2022, ses investissements se sont élevés à près de 300 MD.

Ceci pour dire que si la diplomatie économique doit se donner les moyens de faire de nouvelles conquêtes sur l'échiquier économique international, elle doit aussi œuvrer à préserver ses alliances traditionnelles. Si la Tunisie veut être un aimant pour les investissements étrangers, il va falloir offrir un environnement accueillant, juridiquement sûr et surtout prouver qu'elle sait garder ceux qui lui ont fait confiance.

A bon entendeur

Amel BelHadj Ali



Tunisie

Repli des investissements déclarés entre 2023 et 2022

L'Instance Tunisienne de l'Investissement (TIA) vient de publier son bulletin statistique mensuel relatif aux chiffres des investissements déclarés en Tunisie dans tous les secteurs d'activité durant l'année écoulée.

En 2023, les investissements déclarés dans tous les secteurs ont atteint un volume de 6 milliards de dinars, facilitant la génération de 88.349 emplois. Cela représente une légère diminution de 3,4% en termes de création d'emplois par rapport à 2022, et une baisse de 15,7% en

termes d'investissement.

Le coup moyen de la création d'un emploi est de presque 70000 dinars. Cette diminution au niveau des investissements déclarés est principalement attribuable aux secteurs des services et des énergies renouvelables.

«Les investissements déclarés en Tunisie en 2023 ont atteint un volume de 6 milliards de dinars, facilitant la génération de 88.349 emplois.»

L'année 2023 a été marquée par une prédominance significative des investissements générés par les opérations de création par rapport à celles d'extension. En effet, le volume des investissements de créations a atteint 4.863 millions de dinars, soit (81%) des investissements déclarés.

De manière similaire, le nombre d'emplois créés grâce aux opérations de création est nettement plus élevé que celui résultant des opérations d'extension, totalisant 72.033 postes d'emploi, représentant ainsi (82%) des emplois créés.

Le secteur industriel occupe une place prépondérante (+50%) Les projets d'investissement déclarés durant l'année 2023 sont répartis comme suit : Le secteur industriel émerge en tant que leader en matière d'investissements déclarés au cours de l'année 2023. En capturant une part considérable de 55% de l'ensemble des investissements déclarés, Parallèlement, il occupe également un rôle de premier plan dans la création d'emplois.

Sa contribution s'élève à 58% de l'ensemble des postes à générer. Cela met en lumière la capacité du secteur industriel à stimuler l'emploi, offrant des opportunités de travail et contribuant ainsi de manière significative à la réduction du chômage.

L'analyse en détails du secteur industriel montre que le secteur des IMCCV accapare une part importante (27%) des investissements déclarés, suivi par les IAA (26%) et les IME (22%).

En analysant de près le secteur industriel, il est observable que les investissements dans les Industries Mécaniques Électriques (IME) représentent une part significative, soit (28%) des investissements déclarés dans le secteur industriel. Les Industries des Matériaux de Constructions, Céramiques et Verre (IMCCV) arrivent en deuxième position avec une part de (25%), suivies de près par les Industries Agroalimentaire (IAA) avec (23%) des investissements déclarés.

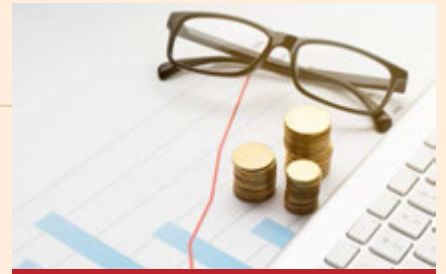
«Le secteur industriel a représenté une part considérable de 55% de l'ensemble des investissements déclarés.»

Les projets déclarés au niveau des IME intègrent plusieurs activités (Fabrication d'équipements automobile, construction Navale et construction aéronautique et spatiale).

«Les investissements dans les Industries Mécaniques Électriques (IME) représentent une part significative, soit (28%) des investissements déclarés dans le secteur industriel.»

Le secteur agricole se classe en deuxième position en termes d'investissement, avec un montant substantiel de 1.478,8 millions de dinars tunisiens, représentant (25%) des investissements déclarés et contribuant à la création de 8.291 emplois. Ce volume témoigne de l'importance accordée au développement agricole et de l'engagement envers la croissance durable dans ce secteur clé de l'économie.

Les énergies renouvelables sont classées parmi les secteurs prioritaires, au cours de l'année 2023, le secteur a enregistré un volume d'investissement de 144,45 millions de dinars tunisiens. Ces projets, déclarés au niveau de la TIA, concernent deux types d'énergies renouvelables



Emprunt obligataire 2024

Le montant de la première tranche de l'emprunt obligataire national 2024 a été fixé à 750 millions de dinars (MD), il est susceptible d'être porté à un montant supérieur, selon un arrêté de la ministre des finances du 26 janvier courant, fixant les caractéristiques et les conditions d'émission de cette tranche et la date d'ouverture et de clôture des souscriptions, publié dans le Journal Officiel de la République Tunisienne (JORT) du 26 janvier courant.

Les souscriptions à cette première tranche de cet emprunt, lequel est destiné à couvrir une partie des besoins du budget de l'Etat au titre de 2024, se dérouleront du 5 février au 13 février 2024. La clôture des souscriptions peut se faire avant cette date comme elle peut être prorogée.

La souscription à l'emprunt obligataire national et son remboursement se feront en dinar tunisien. Les souscriptions se feront à travers des comptes ouverts à ces fins chez les intermédiaires agréés administrateurs, parmi les sociétés d'intermédiation en bourse et les banques.

en fonction de la source, à savoir l'énergie éolienne et l'énergie photovoltaïque.

«Le secteur agricole se classe en deuxième position en termes d'investissement, avec un montant substantiel de 1.478,8 millions de dinars tunisiens.»

Par ailleurs, les projets d'intérêt National (PIN) occupent une part significative, représentant 25% du volume total des investissements déclarés au cours de l'année 2023.

Cela se traduit par un montant cumulé important de 1.479,8 millions de dinars. La répartition sectorielle des projets d'intérêt National (PIN) révèle une nette prédominance du secteur industriel, représentant une part importante de 85% suivi du secteur des énergies renouvelables.

Répartition régionale Au cours de l'année 2023, les dix premiers gouvernorats en Tunisie affichant des volumes d'investissement déclaré les plus élevés (tous secteurs confondus) sont les suivants : Ce qui témoigne d'une répartition équilibrée sur l'ensemble des

gouvernorats, démontrant ainsi une diversification géographique. En tête de ce panorama, le gouvernorat de Sfax se distingue avec une part notable de 8,9%, représentant un montant d'investissement de 534,2 millions de dinars tunisiens. Ce qui souligne le rôle dynamique et attractif de cette région en matière de développement économique.

«Les investissements déclarés dans les zones de développement régional au cours de l'année 2023, atteignant un montant significatif de 2.778,6 millions de dinars tunisiens.»

Les investissements déclarés dans les zones de développement régional au cours de l'année 2023, atteignant un montant significatif de 2.778,6 millions de dinars tunisiens. Ce volume d'investissement représente une part importante, soit 46,3%, du total des investissements déclarés au cours de cette période. Ces chiffres soulignent l'engagement envers une croissance économique équilibrée et durable

Source : Economics for
Tunisie, Moktar Lamari



HORS-SÉRIE



L'Entreprise Digitale



Tunisie-Corée du sud

Portée de la visite du président du parlement sud-coréen

Le président de l'Assemblée nationale de la République de Corée (Parlement sud-coréen) Kim Jin-pyo effectuée, du 17 au 19 janvier, une visite de travail en Tunisie dans le cadre d'une tournée dans les pays du Maghreb. Le communiqué publié, à ce sujet, par l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) nous informe que l'hôte sud-coréen sera accompagné d'une délégation

parlementaire et offrira l'opportunité d'examiner les moyens de renforcer la coopération dans différents secteurs notamment, dans le domaine économique.

Cette visite vient consacrer l'intérêt de plus en plus visible que la Tunisie accorde aux pays du sud asiatique en ce sens où cette visite intervient après celles que viennent d'effectuer, ces derniers jours, en Tunisie


de hauts responsables de cette zone. Il s'agit notamment des ministres des affaires étrangères de Chine et d'Indonésie.

«L'intérêt grandissant de la Tunisie pour l'Asie du Sud : une nouvelle ère de coopération économique.»

Elle intervient également après celle effectuée, au mois de septembre dernier par l'envoyé spécial du ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Song Ho-sung.

Disposition de la Corée du sud à accroître ses investissements en Tunisie

Au cours de l'entretien qu'a eu ce dernier avec le chef du gouvernement, Ahmed Hachani, Song a affirmé "la disposition de son pays à doubler les investissements coréens en Tunisie, notamment dans le domaine de la fabrication de pièces détachées automobiles, faisant ainsi de la Tunisie une plateforme régionale de fabrication et d'expansion vers les marchés africains et européens".

 **“Les investissements coréens en Tunisie : un catalyseur pour l'expansion vers l'Afrique et l'Europe.”**

Cette volonté d'accroître ses investissements en Tunisie s'est concrétisée, début janvier 2024. La société Sud-Coréenne " Yura Corporation ", spécialisée dans la production de pièces dédiées à l'industrie automobile a annoncé un projet d'extension de son usine , en Tunisie.

C'est le DG de la filiale tunisienne de Yura Corporation, Kim JONG GU qui a fourni, le 8 janvier 2024, l'information.

Cette extension, qui sera réalisée à travers une unité de production de câbles dédiée à l'industrie automobile sur une superficie couverte estimée à 13 000 m², permettra d'embaucher 2000 à 6000 employés.


Installée à Kairouan depuis novembre 2007, YURA CORPORATION Tunisia est spécialisée dans la fabrication de fils, de faisceaux isolés et de faisceaux de câbles et emploie plus de 2 mille personnes.

Autre projet de partenariat qui commence à être visible. C'est celui des premières locomotives « made in corea » qui desservent, depuis 2023, la première ligne (ligne E) du Réseau ferroviaire rapide (RFR) reliant la station de Barcelone à la station Bougatfa (ouest de Tunis). Le groupe sud coréen Hyundai Rotem, société spécialisée dans la fabrication de locomotives et de matériel de roulement ferroviaire a remporté le marché de construction des 112 rames du réseau ferroviaire rapide (RFR).

Une zone d'ombre, le retard qu'accuse l'usine de M'dhilla2

Néanmoins, nous ne pouvons nous interdire de relever que s'il

y a certes de bons exemples de réussites d'entreprises coréennes « success stories » en Tunisie, il existe malheureusement d'autres qui connaissent des difficultés.

 **«Retard de l'usine M'dhilla2 : les enjeux cruciaux pour l'avenir des investissements coréens en Tunisie.»**

C'est le cas de l'usine de triple superphosphate d'El Mdhilla2, un des grands projets industriels visant le renforcement de la capacité de la production nationale en triple superphosphate, acide sulfurique, acide phosphorique liquide et concentré, produits destinés à l'exportation.

Cette usine aurait dû entrer en exploitation, depuis 5 ans, mais les perturbations sécuritaires, les mouvements de protestations et les sit-in survenus dans région, au cours de dernières années, ont retardé les travaux et provoqué le report des échéances.


L'appel d'offres pour construire a été lancé par le Groupe Chimique de Tunisie (CGT) en 2010 et l'achèvement des travaux était prévu pour 24 mois environ. Au bout de dix ans les travaux n'ont pas pu être achevés à cause des sit-in, des manifestations qui se sont répétées tout le long de

cette période. Un retard de plus de dix ans. C'est long, c'est très long même.

Les sud-coréens ont conditionné, à un certain moment, l'achèvement des travaux de réalisation de cette usine, à la poursuite de l'investissement en Tunisie. Pour eux, ce projet une fois opérationnel, peut constituer un feu vert, voire un signal fort pour les entreprises coréennes pour venir en Tunisie. « Il faut qu'on les rassure », disent-ils. C'est pour dire que l'entrée en fonction de l'usine de M'Dilla2 , c'est, désormais, d'une grande importance et d'une brûlante actualité.

Aude technologique sud-coréenne qualitative

Abstraction faite de l'investissement off shore, la Corée du sud apporte une aide technologique qualitative à la Tunisie, particulièrement en matière de digitalisation de plusieurs secteurs clefs. Parmi ces projets figure en bonne place le système de gestion des données cadastres en Tunisie (TLIS).

 **«Quand la technologie coréenne transforme la gouvernance en Tunisie : vers une ère digitale.»**

Le projet Tlis, qui a fait l'objet d'un accord de prêt de 60 M\$ conclu avec l'Eximbank coréenne, s'inscrit dans le cadre de la politique de numérisation, de gouvernance électronique et « d'open data ». Il permettra d'améliorer la gestion du capital foncier, notamment, à travers la création d'une base de données nationale intégrée et de développer les services de l'office de la topographie et du cadastre. Il contribuera aussi à réduire les coûts des services fournis aux citoyens. Avec ce système personne ne pourra plus tricher. Il y a aussi un projet de partenariat dédié à la numérisation des impôts qui font partie des ressources de l'Etat. Mention spéciale pour la douane.

L'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) contribue à un projet visant à renforcer l'intégrité et l'efficacité des services de la Direction des Régimes Douaniers (DRD).

Le potentiel d'échanges demeure important

Au rayon des échanges commerciaux, Tunis et Seoulestiment que le montant actuel, environ 200 millions de dollars est frustrant au regard du potentiel qui existe.

La Corée du sud dont les habitants ont des comportements de

consommation similaires que les tunisiens ont manifesté, à maintes reprises, un grand intérêt pour l'achat d'importantes quantités de produits de terroir tunisiens : huile d'olive, vin, dattes...

La Tunisie, destination touristique confirmée, pourrait, également, attirer d'importants flux de touristes sud-coréens, et ce, pour peu qu'elle fasse l'effort de promotion nécessaire.

D'ailleurs c'est dans ce contexte que s'inscrit la dernière initiative du groupe KIA et sa maison mère Hyundai Motor Group qui ont financé, au mois de novembre 2023, la vidéo du célèbre acteur et influenceur coréen Jung Hae In, suivi par 11,2 millions de followers sur les réseaux sociaux. Dans cette vidéo, la vedette sud coréenne, a mené en partenariat avec l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT) et le soutien de City Cars, distributeur officiel de Kia en Tunisie, une campagne pour la promotion de la destination touristique Tunisie. Cela pour dire au final que d'importantes possibilités de partenariat et d'échanges multiformes existent entre les deux pays. C'est aux hommes d'affaires des deux pays de les valoriser et de les fructifier. Le message est clair.

Abou SARRA

Tunisiens

Résidents à l'Étranger





La CCITF lance une réflexion sur l'entreprise de demain en Tunisie

La société à mission, c'est le thème choisi par la Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso-Française (CCITF) débattu lors d'une journée de réflexion organisée dans le cadre des activités prospectives initiées par la Chambre, qui se matérialiseront par l'organisation de plusieurs journées de réflexion pendant deux années (2024-2025) sur l'entreprise tunisienne de demain, auxquelles participeront des acteurs socio-économiques et académiques.

« Nous lançons cette démarche de prospective pour une vision éclairée, nous permettant d'anticiper les évolutions à venir et de comprendre les tendances émergentes. Ces journées de réflexion marquent ainsi le point de départ d'un processus dynamique et collaboratif que nous mènerons en partenariat avec des acteurs socio-économiques et académiques. Ces journées se concrétiseront par la rédaction d'un livre Blanc qui devra synthétiser des recommandations et des modèles économiques innovants qui peuvent être adoptés par

l'entreprise tunisienne » a déclaré Khelil Chaibi, président de la CCITF.

L'entreprise tunisienne pourrait-elle évoluer vers une société à mission ? Il n'est pas dit que la culture entrepreneuriale en Tunisie différente historiquement de la France, où est apparue le concept « Société à mission » adopte les mêmes approches que celles de la France. « La dynamique entrepreneuriale est le résultat d'un développement endogène qui ne correspond pas forcément à une vision conçue et appliquée dans un pays

comme la France où l'histoire de l'entrepreneuriat est différente de celle de la Tunisie » a observé Rabeh Nabli, Pr universitaire en économie.

 **«L'entreprise à mission est née d'une réflexion globale sur la refondation de l'entreprise initiée par plusieurs chercheurs, ce n'est pas une réforme d'Etat» - Armand Hatchuel, Pr universitaire**

Mais d'abord, qu'est-ce qu'une société à mission ? Elle serait une réponse du droit français au fait que dans la définition de l'entreprise, on ne reconnaisse pas la notion d'intérêt social. « L'article 176 de la loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (loi Pacte) a introduit la qualité de société à mission. Il s'agit pour une entreprise d'affirmer publiquement sa raison d'être, ainsi qu'un ou plusieurs objectifs sociaux et environnementaux qu'elle se donne pour mission de poursuivre dans le cadre de son activité. Ces éléments doivent être inscrits dans les statuts de l'entreprise et déclarés au greffe du tribunal de commerce, selon les modalités prévues par le décret n°2020-1 du 2 janvier 2020 ».


C'est parce que l'entreprise est utile pour la société qu'elle fera du profit

Il ne s'agit pas en la matière de confondre RSE et Société à mission. La qualité de société à mission n'est pas un label. Il intègre une dimension juridique qui le distingue et qui pousse les entreprises à aller au-delà d'une simple mise en conformité avec les enjeux de Responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Pour avoir cette qualité, il est nécessaire de définir une « raison d'être » et d'inscrire ses objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux dans les statuts de son entreprise. Ainsi, le rôle de l'entreprise est clairement établi par sa raison d'être et ses objectifs de mission.

Le partage du profit entre actionnaires n'est plus l'unique objet social de l'entreprise : c'est parce que l'entreprise est utile pour la société qu'elle fera du profit. Armand Hatchuel, Pr universitaire, panelliste lors de la journée de réflexion, explique : « Les temps étaient venus pour que les entreprises reprennent contact avec les savants, les universitaires et les théoriciens. Il fallait redonner à l'entreprise sa place créatrice dans le monde car celui qui dispose de plus de moyens a la responsabilité de transformer le monde vers le mieux. La société à mission

est née d'une réflexion globale sur la refondation de l'entreprise initiée par plusieurs chercheurs, ce n'est pas une réforme d'Etat. Nous avons appelé à sortir du modèle de l'entreprise portée par la logique financière et le primat des actionnaires pour en faire plus qu'un agent économique un acteur dans la transformation de la société. Il fallait que toute entreprise porte une mission, il fallait un changement de gouvernance où sont priorités les enjeux environnementaux et sociaux de l'entreprise ».

 **«Quand vous avez des salariés heureux, vous avez des clients heureux et un directeur financier heureux» - Eymery Jacquillat, président de Camif Matelsom**

En France, la loi PACTE de 2019 a introduit trois nouveaux éléments explique Errol Cohen, avocat d'affaires, : toutes les sociétés doivent désormais considérer les enjeux sociaux et environnementaux dans leur stratégie. Plus que la notion de société à « raison d'être », qui implique d'inscrire dans les statuts les principes sociaux et environnementaux, la notion de « société à mission » implique d'inscrire dans les statuts des objectifs sociaux ou environnementaux et de mettre

en place un contrôle du respect de la mission par un comité de mission et un OTI (organisme tiers indépendant).

Un contrôle et des sanctions en cas de non-respect des engagements de la mission par l'entreprise ont été prévus par la loi. « Il fallait repenser la place de l'entreprise dans la société, définir clairement le rôle de chaque acteur, transformer les promesses en des engagements fermes et œuvrer en faveur du renforcement des dimensions environnementales et sociétales dans le management en les intégrant dans les statuts mêmes de l'entreprise ».

«L'entreprise de demain se construit aujourd'hui» - Khalil Chaibi, président de la CCITF

L'expérience de la société à mission prend du chemin en France et a même permis le sauvetage de certaines entreprises telle celle d'Eymery Jacquillat, président de Camif Matelsom entreprise française de commerce en ligne spécialisée dans l'aménagement local et durable de la maison. Avant que Matelsom soit ajouté au nom de l'ancienne entreprise que fût Camif, celle-ci avait été placée en octobre 2008, en liquidation

judiciaire conséquence, entre autres, de la crise financière internationale.

C'est en mars 2009, que sous l'impulsion d'Eymery Jacquillat, fût repensé l'entreprise qui a adopté le principe de la société à mission. « Lorsque j'ai décidé de refonder CAMIF, je l'ai repensé en tant qu'entité intégrant tous les intervenants dans la dynamique de développement. Nous devons répondre aux questions suivantes:

- **Pourquoi on existe ?**
- **A quoi nous servons,**
- **quel plus ajoutons nous et**
- **qu'est-ce qui serait différent si nous n'existions pas ?**

Nous avons pu définir notre mission grâce au travail collaboratif et parce que nous avons misé sur le local et le durable »

Camif a déplacé ses locaux de Paris et s'est installée dans une toute petite localité appelée Niort située au centre-ouest de la France, chef-lieu du département des Deux-Sèvres (région Nouvelle-Aquitaine). Son fondateur, relance la marque sur Internet.

En 2017, Camif devient l'une des premières sociétés à objet social étendu (SOSE) et la même année, son fondateur décide de boycotter le Black Friday pour

sensibiliser à la consommation responsable.

En 2020, il inscrit dans ses statuts cinq objectifs sociaux et environnementaux associés à sa mission d'entreprise et lui permettant d'obtenir officiellement la qualité d'entreprise à mission : Informer, sensibiliser et donner les moyens pour une consommation plus responsable. Dynamiser l'emploi et favoriser l'insertion, faire de l'économie circulaire un standard, proposer les meilleurs produits possibles pour la santé, transformer l'entreprise et participer à la réinvention des filières.

Peut-on développer des sociétés à mission en Tunisien?

C'est grâce au changement de paradigme défendant la logique de l'utilité, du bien-être et de la responsabilité que Camif a pu être sauvée : « Quand vous avez des salariés heureux, vous avez des clients heureux et un directeur financier heureux » assure avec beaucoup de conviction Eymery Jacquillat dans ses différentes interventions publiques.

Il faudrait peut-être commencer par rétablir le lien entre le monde entrepreneurial et le monde universitaire. Deux mondes entre lesquels le dialogue est presque absent, sachant que la structure de l'entrepreneuriat tunisien est



différente de celle en France. « L'entreprise de demain se construit aujourd'hui » disait Khelil Chaibi au début de la journée. Mais pour établir les stratégies adéquates pour la prospérité et la création de valeur des entreprises en Tunisie, dans un monde en constante mutation, il faut aussi faire un diagnostic objectif et réaliste de l'entrepreneuriat tunisien et de son histoire.

«Il faudrait peut-être que les universitaires tunisiens se penchent sur la création d'un nouveau modèle entrepreneurial propre à la Tunisie» - Armand Hatchuel, Pr universitaire

« Il y a des mutations mondiales dramatiques et des chocs asymétriques auxquels est confrontée l'économie tunisienne ouverte à 100% contrairement à ce que l'on pense » précise Khalil Lajimi, ancien ministre de l'Industrie et du Tourisme et expert économique. «Les entreprises subissent tous les courants d'air internationaux sachant qu'un million d'entreprises sont unipersonnelles, des TPE qui ont bénéficié de microcrédits ce qui a permis d'absorber le choc social ». Khalil Lajimi a rappelé le rôle important de l'Etat

tunisien en tant que locomotive de l'entrepreneuriat et en tant qu'école où ont été formés les plus grands dirigeants de groupes entrepreneuriaux en Tunisie.

Reste que le modèle français ne pourra pas être répliqué à l'identique en Tunisie. Il faudrait peut-être que les universitaires tunisiens se penchent sur la création d'un nouveau modèle entrepreneurial propre à la Tunisie et prenant en compte ses caractéristiques et ses spécificités, comme l'a relevé Pr Armand Hatchuel.

Quel modèle de croissance responsable ? Comment l'engagement sociétal des entreprises tunisiennes doit être traduit sur le terrain et quels process adopter pour la transformation d'entreprises locales en sociétés à mission et comment faire en sorte que les entrepreneurs tunisiens soient convaincus par le fait que la poursuite du profit aveugle tue le profit ?

La CCITF pourrait peut-être apporter les réponses à ces questions dans le livre blanc annoncé à l'occasion de cette journée par son président et qui couronnera deux années de réflexion sur l'entreprise de demain en Tunisie.

Amel BelHadj Ali

Pétrole

La demande nationale de produits pétroliers, a baissé de 3% entre fin novembre 2022 et fin novembre 2023, pour se situer à 4040 kilotonnes équivalent pétrole (ktep), selon le rapport mensuel sur la Conjoncture énergétique pour le mois de novembre 2023, publié, lundi, par l'Observatoire national de l'Energie et des Mines.

L'Observatoire a relevé une baisse de la demande du fuel de 19%, des essences de 3% et du gasoil de 7%.

Par contre, la demande du jet d'aviation a enregistré une hausse de 15% et celle de petcoke de 5%.

La structure de la consommation de produits pétroliers n'a pas connu de changement significatif entre fin novembre 2022 et fin novembre 2023 à l'exception de quelques produits notamment, le fuel dont sa part est passée de 5% à fin novembre 2022 à 4% à fin novembre 2023, le gasoil dont sa part est passée de 46% à 44% durant la même période, le petcoke dont sa part est passée de 11% à 12% et le jet dont sa part est passée de 5% à 6%, durant la même période.



L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Magazine numérique
hebdomadaire
(tous les jeudis)

optimisé pour une lecture sur
smartphone, tablette et desktop

Diffusion exclusive sur les kiosques numériques
TTPresse (+ de 20.000 abonnés)
+ PressReader.com + ePresse.fr

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

30/01/2024

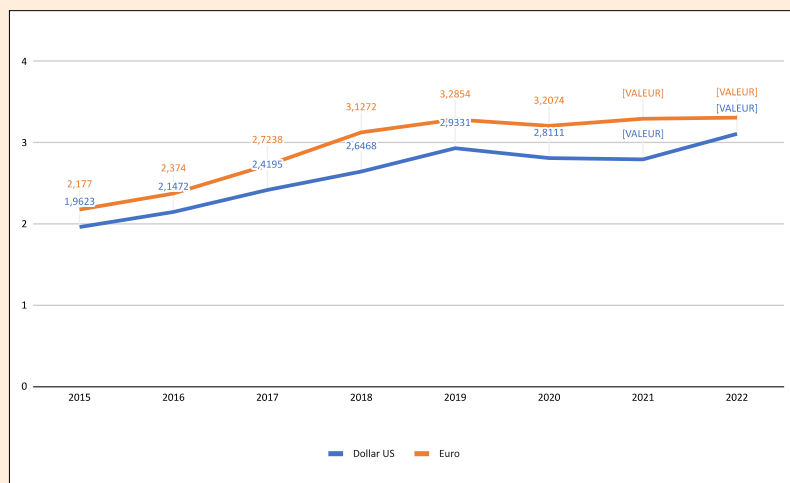
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2313
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,3193
DOLLAR DES USA	USD	1	3,1184
LIVRE STERLING	GPB	1	3,9481
YEN JAPONAIS	JPY	1000	21,1161
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,1111
FRANC SUISSE	CHF	10	36,1167
EURO	EUR	1	3,3745
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6457
Yuan Chinois	CNY	1	0,4340

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,1595	3,4294
6 MOIS	3,1970	3,4865

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2022



7,97%
TMM
31/01/2024

8,00%
TID
31/01/2024

7,98%
TMM
Janvier 2024

7,00%
TRE
Décembre 2023

25,898
Milliard
Avoirs en devise
31/01/2024

118
Jours
d'importations
31/01/2024



Tunindex

8 422,50

Var. Année **-3,75 %**

26/01/2024

Tunindex 20

3 684,56

Var. Année **-3,69 %**

26/01/2024

Volume semaine **31,825** Million DTCapitalisation **24,46** Milliard DTPER marché **9,5**
(Décembre)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	6 403,25	-2,26%
8300	Banques	5 971,86	-2,11%
8500	Assurances	13 470,01	-5,42%
8700	Services Financiers	9 121,20	-0,69%
5000	Services aux Consommateurs	2 929,07	-2,44%
5300	Distribution	4 614,74	-2,44%
3000	Biens de Consommations	6 552,67	-6,68%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	8 104,05	-7,16%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 058,58	-5,19%
2000	Industries	1 552,27	-6,44%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	658,39	-6,95%
1000	Matériaux de Base	3 702,36	-5,19%

+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
BEST LEASE	2,070	22,49%
MIP	0,140	16,67%
ASSURANCES MAGHREBIA	48,840	9,19%
SOTETEL	3,570	6,57%
TAWASOL GP HOLDING	0,690	6,15%

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

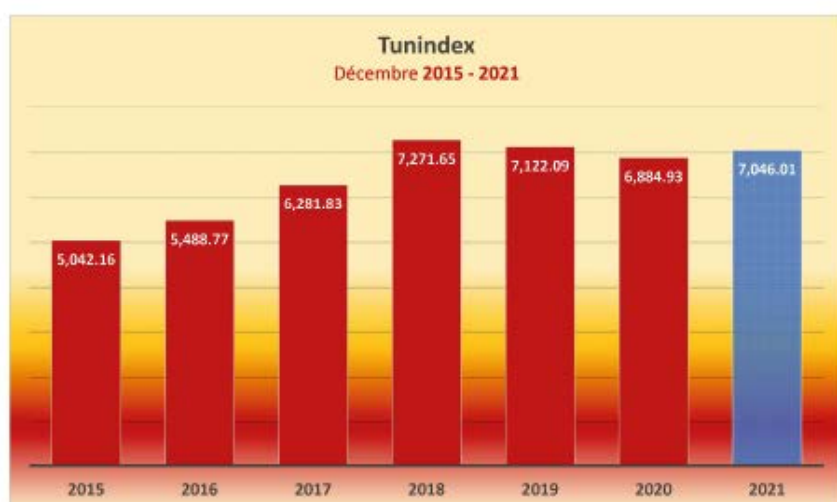
	CLÔTURE	VAR. Hebdo
ALKIMIA	22,780	-16,77%
ASSAD	0,670	-14,10%
ELECTROSTAR	0,330	-8,33%
CIMENTS DE BIZERTE	0,760	-7,32%
BH LEASING	3,000	-7,12%

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
UADH	0,490	-24,62%
GIF FILTER	0,400	-24,95%
ALKIMIA	22,780	-23,48%
EURO-CYCLES	12,290	-22,95%
TELNET HOLDING	6,000	-22,08%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
ELECTROSTAR	0,330	17,86%
SERVICOM	0,240	9,09%
ATELIER MEUBLES INT	4,790	8,86%
TUNINVEST SICAR	9,400	4,44%
BEST LEASE	2,070	3,50%



COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture			Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2023	Semaine précédente	26/01/2024 De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								13 117,109
BANQUES								10 952,613
Amen Bank	5	30 264 000	33,500	32,000	32,900	2,81%	-1,79%	995,686
ATB	1	100 000 000	2,700	2,710	2,680	-1,11%	-0,74%	268,000
BH Bank	5	47 600 000	11,950	11,100	10,720	-3,42%	-10,29%	510,272
BIAT	5	35 700 000	91,900	89,500	90,150	0,73%	-1,90%	3 218,355
BNA	5	64 000 000	8,130	7,770	7,760	-0,13%	-4,55%	496,640
Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,380	5,300	5,300	0,00%	-1,49%	1 431,000
BTE (ADP)	20	1 000 000	4,970	4,230	4,230	0,00%	-14,89%	4,230
STB	5	155 375 000	3,740	3,500	3,400	-2,86%	-9,09%	528,275
Attijari Bank	5	42 000 000	46,140	45,000	46,350	3,00%	0,46%	1 946,700
UBCI	5	20 001 529	22,500	23,000	23,000	0,00%	2,22%	460,035
UIB	5	32 560 000	25,900	26,750	25,750	-3,74%	-0,58%	838,420
Wifack Bank	5	30 000 000	8,700	8,600	8,500	-1,16%	-2,30%	255,000
ASSURANCES								1 295,378
ASTREE	5	6 000 000	48,500	48,000	48,000	0,00%	-1,03%	288,000
BH Assurances	5	2 660 000	48,750	48,750	48,750	0,00%	0,00%	129,675
STAR	10	2 307 693	176,700	160,000	165,500	3,44%	-6,34%	381,923
Tunis RE	5	20 000 000	7,200	6,800	6,800	0,00%	-5,56%	136,000
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	52,450	44,730	48,840	9,19%	-6,88%	219,780
MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,040	5,600	5,600	0,00%	-7,28%	140,000
LEASING								572,138
ATL	1	32 500 000	3,600	3,650	3,600	-1,37%	0,00%	117,000
BH Leasing	5	7 000 000	3,240	3,230	3,000	-7,12%	-7,41%	21,000
Best Lease	1	30 000 000	2,000	1,690	2,070	22,49%	3,50%	62,100
CIL	5	7 000 000	19,190	19,300	19,200	-0,52%	0,05%	134,400
Hannibal Lease	5	11 000 000	5,270	5,270	5,040	-4,36%	-4,36%	55,440
Attijari Leasing	10	2 750 000	16,800	16,940	16,770	-1,00%	-0,18%	46,118
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	13,000	13,000	12,600	-3,08%	-3,08%	136,080
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								296,980
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	48,950	48,500	48,500	0,00%	-0,92%	48,500
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,500	8,880	8,550	-3,72%	0,59%	239,400
Tuninvest Sicar	1	966 000	9,000	9,000	9,400	4,44%	4,44%	9,080
INDUSTRIES								8 960,391
HOLDING								2 005,707
OneTech Holding	1	80 400 000	8,920	8,100	8,200	1,23%	-8,07%	659,280
Poulina GH	1	180 003 600	8,000	7,480	7,480	0,00%	-6,50%	1 346,427
AGRO-ALIMENTAIRE								3 562,226
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	11,700	11,000	10,800	-1,82%	-7,69%	592,998
LAND'OR	1	13 784 285	6,000	6,200	6,000	-3,23%	0,00%	82,706
SFBT	1	247 500 000	12,450	11,200	11,400	1,79%	-8,43%	2 821,500
SOPAT	1	37 861 250	1,440					0,000
PHARMACEUTIQUE								236,848
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	3,760	3,760	3,760	0,00%	0,00%	6,768
UNIMED	1	32 000 000	7,480	7,220	7,190	-0,42%	-3,88%	230,080
COMPOSANTS AUTOMOBILE								47,110
ASSAD	1	24 000 000	0,840	0,780	0,670	-14,10%	-20,24%	16,080
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,530	0,420	0,400	-4,76%	-24,53%	4,215
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,540	4,210	4,210	0,00%	-7,27%	17,715

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		26/01/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	De la semaine			
CIMENTIER								676,055
Carthage Cement	1	343 624 940	1,970	1,940	1,870	-3,61%	-5,08%	642,579
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,940	0,820	0,760	-7,32%	-19,15%	33,476
CHIMIE								315,746
Air Liquide	25	1 637 504	81,120	80,500	80,450	-0,06%	-0,83%	131,737
ALKIMIA	10	1 947 253	29,770	27,370	22,780	-16,77%	-23,48%	44,358
ICF	10	2 100 000	71,400	71,050	66,500	-6,40%	-6,86%	139,650
INDUSTRIES DIVERSES								1 971,646
AMS								0,000
Euro-Cycle	1	9 801 000	15,950	12,890	12,290	-4,65%	-22,95%	120,454
MPBS	2	10 334 430	5,360	4,510	4,580	1,55%	-14,55%	47,332
New Body Line	1	4 250 400	5,300	5,250	5,160	-1,71%	-2,64%	21,932
Office PLAST	1	14 662 164	1,220	1,200	1,190	-0,83%	-2,46%	17,448
SAH Lilas	1	84 015 979	9,100	7,990	7,850	-1,75%	-13,74%	659,525
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	4,400	4,820	4,790	-0,62%	8,86%	26,640
SIAME	1	15 444 000	3,820	3,590	3,700	3,06%	-3,14%	57,143
SANIMED	1,109	12 400 000	1,260	1,350	1,290	-4,44%	2,38%	15,996
SOMOCER	1	40 656 000	0,730	0,740	0,700	-5,41%	-4,11%	28,459
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,140	2,630	2,520	-4,18%	-19,75%	86,974
SOTUVER	1	39 254 475	12,000	11,650	11,580	-0,60%	-3,50%	454,567
SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,630	4,990	4,900	-1,80%	-12,97%	138,102
SOTRAPIL	5	4 138 200	14,950	14,690	15,000	2,11%	0,33%	62,073
TPR	1	50 000 000	4,970	4,860	4,700	-3,29%	-5,43%	235,000
IMMOBILIER								71,580
SIMPAR	5	1 100 000	35,010	34,490	34,490	0,00%	-1,49%	37,939
SITS	1	15 600 000	1,700	1,700	1,700	0,00%	0,00%	26,520
ESSOUKNA	1	5 050 500	1,500	1,400	1,410	0,71%	-6,00%	7,121
TECHNOLOGIE								73,474
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,320	0,310	-3,13%	-6,06%	0,689
TELNET Holding	1	12 130 800	7,700	6,140	6,000	-2,28%	-22,08%	72,785
SERVICES								1 488,581
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								889,017
ARTES	1	38 250 000	6,500	6,480	6,280	-3,09%	-3,38%	240,210
CITY CARS	1	18 000 000	12,480	12,350	12,400	0,40%	-0,64%	223,200
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,500	12,300	12,270	-0,24%	-1,84%	368,100
UADH	1	36 953 847	0,650	0,510	0,490	-3,92%	-24,62%	18,107
STA	1	2 000 000	19,500	20,000	19,700	-1,50%	1,03%	39,400
AUTRES SERVICES								191,779
CELLCOM	1	4 461 532	1,590	1,510	1,500	-0,66%	-5,66%	6,692
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,280	0,360	0,330	-8,33%	17,86%	3,395
MIP	1	4 398 937	0,140	0,120	0,140	16,67%	0,00%	0,616
TUNISAIR	1	106 199 280	0,440	0,430	0,410	-4,65%	-6,82%	43,542
SMART Tunisie	5	8 677 237	16,530	15,800	15,850	0,32%	-4,11%	137,534
TELECOMMUNICATIONS								93,923
SERVICOM	1	11 874 000	0,220	0,240	0,240	0,00%	9,09%	2,850
SOTETEL	5	4 636 800	3,600	3,350	3,570	6,57%	-0,83%	16,553
Tawasol GH	1	108 000 000	0,710	0,650	0,690	6,15%	-2,82%	74,520
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								313,861
Sotomag	1	13 200 000	5,080	5,020	5,080	1,20%	0,00%	67,056
Magasin General	1	15 777 070	7,990	7,900	7,900	0,00%	-1,13%	124,639
Monoprix	2	25 345 736	5,140	5,080	4,820	-5,12%	-6,23%	122,166
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i>								23 566,081
source: BVMT								

LES FORFAITS INTERNET

ONE CONNECT

POUR UNE GESTION FLEXIBLE ET
MAITRISEE DE VOTRE FLOTTE MOBILE

Retrouvez les solutions Business de TT
sur businessstawa.tn



1288

Le gouvernement commence à dépoussiérer le dossier des mégaprojets



bye depuis 2007.

Ce projet, baptisé « La Porte de la Méditerranée » consistait notamment en un centre résidentiel, commercial et touristique, en pleine capitale, équipé d'un port de plaisance d'une capacité d'accueil de 1300 à 1500 bateaux. Ce projet devrait garantir entre 150.000 et 200.000 emplois et son financement s'élève à environ 25 milliards de dinars.

La tendance du gouvernement tunisien à dépoussiérer, en ce début 2024, le dossier des mégaprojets est de plus en plus visible. Pour preuve.

A la veille de la visite du ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi, le chef du gouvernement, Ahmed Hachani, a discuté avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Tunisie, Wan Li, des opportunités d'investissement chinois en Tunisie.

Hachani n'a pas manqué de souligner le souci de la Tunisie de renforcer ce partenariat, à travers de nouveaux projets. Il s'agit,

entre autres de la rénovation d'ouvrages d'infrastructure sportive (cité sportive d'El Menzah, Stade Chedly Zouiten, Piscine du Belvédère, Stade Olympique de Sousse...) projet d'agrandissement de l'aéroport international de Tunis-Carthage, projet de train à grande vitesse (projet cher à Kaïes Saïed), projet de mise en service de bus électriques, projets dans le secteur de la santé...

Le 19 janvier courant, la ministre de l'Équipement, Sarra Zâafrani Zanzari, et l'ambassadrice des Emirats arabes unis à Tunis, Imen Ahmed Salami, ont évoqué, le projet «Sama Dubaï», en stand

Par ailleurs, des informations concordantes nous apprennent que les travaux de réalisation du mégaprojet «Tunis Sport City », en stand by depuis 2007, ont démarré ces derniers jours. Il s'agit en principe d'une cité sportive, composée d'une zone urbaine destinée à accueillir 30 à 50 000 habitants et d'infrastructures sportives de grande facture que l'investisseur émirati Boukhater s'était engagé à réaliser dans le cadre du projet d'animation de « Medinat El bouheira » sur les berges du lac nord de Tunis.

Abou SARRA



ENNAKL Automobiles

Leader des concessionnaires automobiles en Tunisie en 2023

Ennakl Automobiles occupe la position de leader des concessionnaires automobiles en 2023 avec 7.063 immatriculations, soit une part de marché de 12,7%.

Au-delà de l'excellente performance en termes de volume, ces résultats viennent conforter

la stratégie de l'entreprise de proposer des services de mobilité adaptés à sa clientèle et de baser chacune de ses actions sous le prisme de la satisfaction client.

Marché des véhicules particuliers :

Grâce à la diversité de sa gamme de produits du groupe

VW largement plébiscitée par la clientèle, Ennakl Automobiles réussit à placer ses marques commerciales dans le top 10 annuel :

- **VOLKSWAGEN** avec une part de marché de 5% grâce au lancement des nouveaux modèles Virtus & T-Cross.

• **SEAT** avec une part de marché de 4% (en hausse de 32%) grâce notamment aux performances de l'Ateca.

• **SKODA** enregistre 1.700 immatriculations (+75% par rapport à 2022) et une part de marché de 4%, grâce au lancement du nouveau modèle Kushaq et aux performances des modèles tant appréciés par les clients à savoir la Fabia et le Kamiq.

Sur le marché premium, la marque AUDI occupe la position de leader du marché enregistrant ainsi 507 immatriculations à fin décembre 2023.

Malgré son récent lancement, la marque CUPRA a eu la confiance de ses clients et performe avec 170 immatriculations (+127% par rapport à 2022) grâce notamment à l'arrivée de la nouvelle CUPRA Leon.

Sur le marché ultra premium, PORSCHE a enregistré 59 immatriculations à fin décembre 2023.

Marché des véhicules utilitaires :

Sur le marché des véhicules utilitaires, VOLKSWAGEN UTILITAIRES enregistre 793 immatriculations à fin 2023, soit une hausse de 59% et une part de marché de 6%.

Marché des poids lourds :

Renault Trucks, la marque de camions lancée fin 2022 par Ennakl Automobiles, a réalisé un bon exercice en 2023 en enregistrant une centaine d'immatriculations vendues, soit une part de marché de 21%, ce qui fait d'elle la deuxième marque de camions commercialisée sur le marché tunisien.

Ennakl Automobiles reste donc incontestablement le concessionnaire de référence sur le marché tunisien, grâce à son approche distinctive s'articulant autour de trois principaux axes : diversification des produits, service après-vente de qualité ainsi que proximité et satisfaction client.

A ce titre, le service après-vente est primordial pour la stratégie de l'entreprise avec des techniciens qualifiés, un réseau développé couvrant le territoire, le respect des règles et des standards de maintenance du constructeur, le respect de l'environnement et l'image de marque du concessionnaire.

La société remercie enfin ses clients, ses employés et ses partenaires pour leur engagement constant tout au long de l'année 2023 et leur donne rendez-vous en 2024 pour encore plus de nouveautés sur le marché.



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Wifak International Bank

une croissance à deux chiffres en 2023

Wifak International Bank a clôturé l'exercice 2023 en enregistrant des réalisations en forte croissance à deux chiffres, avec des produits d'exploitation bancaires en hausse de +30,6% par rapport à la même période de 2022 tirés par :

- Une progression de +32,56 % de la marge et revenus assimilés due à l'élargissement du portefeuille et du réseau de la Banque
- Une croissance des commissions en produits de +34,29%.
- Les revenus du portefeuille commercial et opérations financières ont diminué de 31,25% par rapport au 31 Décembre 2022.
- Les charges d'exploitation bancaires ont augmenté de +45.83% par rapport au 31 Décembre 2022.
- Le PNB a enregistré une augmentation de +19,82% par rapport au 31 Décembre 2022, passant de 14,45 MDT à 19 MDT.
- Les charges opératoires ont augmenté de +24.31% par rapport à la même période de 2022 induites par la poursuite du développement du réseau et de l'étoffement de l'appareil commercial.
- Les encours des financements à la clientèle ont enregistré une augmentation de +23.58% par rapport au 31 Décembre 2022 dues au développement du portefeuille clientèle et l'élargissement du réseau d'agences.
- Les dépôts et avoirs de la clientèle ont enregistré une progression de +20.81% par rapport au 31 Décembre 2022.

Le quatrième trimestre 2023 s'est caractérisé également par :

- L'ouverture de deux nouvelles agences située à la Soukra et Sakiat Ezzit. Désormais, le réseau commercial de la banque compte 44 agences.
- L'obtention du prix «Elu Service Client de l'année 2024 de la catégorie banque islamique».



BIAT

Indicateurs d'activité trimestriels au 31 décembre 2023

La BIAT, Banque Internationale Arabe de Tunisie publie ses indicateurs d'activité trimestriels arrêtés au 31 décembre 2023 qui font ressortir les résultats suivants:

- Un PNB de 1.396,8 millions de dinars ;
- Des charges opératoires de 561,9 millions de dinars ;
- Des encours de dépôts de 18.802,5 millions de dinars ;
- Des encours de crédits

nets de 12.440,7 millions de dinars;

- Un coefficient d'exploitation de 40,2%.

La BIAT a maintenu une bonne performance tout au long de l'année 2023. La consolidation du positionnement de la banque et sa résilience accrue, reposent, conformément à la stratégie poursuivie, sur une politique prudente de gestion des risques, une maîtrise des coûts, une gouvernance saine et visionnaire, l'engagement et l'expertise de

ses collaborateurs ainsi que sur la confiance et la fidélité de ses plus de 900 000 clients.

De même, en 2023, la BIAT a intensifié son projet de transformation digitale, avec des objectifs ambitieux en termes d'engagement client et d'innovation produit. En déployant régulièrement de nouvelles fonctionnalités, la banque vise à devenir la référence en tant que banque digitale, consolidant ainsi sa position dans le secteur financier.



Gaz naturel

A fin novembre 2023, la production nationale de pétrole brut s'est située à 1443 kilotonnes (kt), enregistrant une baisse de 5% par rapport à fin novembre 2022, selon le rapport mensuel sur la Conjoncture énergétique pour le mois de novembre 2023, publié, lundi, par l'Observatoire national de l'Energie et des Mines.

Cette baisse a touché la plupart des principaux champs; à savoir Halk el Manzel qui est entré en production en 2021 (-36%), El borma (-16%), Ashtart (-13%), Ouedzar (-41%), M.L.D (-28%), Cherouq (-15%) miskar (-14%) et Fanig/Bag/Tarfa (-18%).

D'autres champs ont enregistré, par contre, une amélioration de leur production; à savoir Nawara (+29%), Gherib (+30%), Cercina (+23%), Hajeb/Guebiba (+10%) et Baraka (+60%).

Selon l'observatoire, la moyenne journalière de la production de pétrole est passée de 35,4 mille barils/j à fin novembre 2022 à 33,7 mille barils/j, à fin novembre 2023.

Parallèlement, la BIAT a continué l'implémentation de son nouveau concept d'agences pour améliorer l'expérience client, ainsi que la prise en charge et la proximité relationnelle le tout dans un environnement bien adapté aux nouveaux services digitaux.

L'ensemble de ces concrétisations a valu à la BIAT plusieurs reconnaissances internationales délivrées par des organismes de renom. La BIAT a ainsi obtenu au titre de l'année 2023 deux prix internationaux :

- Le magazine international Euromoney, qui constitue une référence mondiale dans le domaine financier a reconnu la BIAT dans son programme d'excellence en tant que « Meilleure banque en Tunisie 2023 », saluant ainsi ses performances soutenues, la qualité de ses services, sa stratégie de développement et sa bonne gouvernance. La BIAT a déjà remporté cette distinction en 2019.
- Le magazine anglais International Banker a attribué à la BIAT le prix de « Meilleure innovation dans la banque de détail en Tunisie 2023 ». Cette distinction salue l'innovation dans la banque de détail opérée par la banque. La récompense fait partie du programme

des Banking Awards du magazine qui distingue les institutions qui ont excellé dans la fourniture d'un service inégalé à leurs clients tout en maintenant en permanence un niveau élevé de conformité réglementaire.

A propos de la BIAT :

Banque universelle, acteur de référence en Tunisie, la BIAT constitue aujourd'hui un groupe bancaire solide avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital-investissement, de l'intermédiation boursière et du conseil. Implantée sur tout le territoire, la BIAT compte aujourd'hui 206 agences à travers toute la Tunisie. Près de 2000 collaborateurs travaillent au service de tous ses clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises et institutionnels.

Très attentive à sa responsabilité sociétale, la BIAT a traduit son positionnement citoyen par de nombreux engagements. La création de la Fondation BIAT pour la jeunesse tunisienne, au printemps 2014, en est emblématique et ancre cet engagement de façon pérenne. www.biat.com.tn

UBCI, 1^{ère} Banque en Tunisie Labélisée « Engagé RSE »





UBCI

Croissance de 6,84% des dépôts et plus de 300 millions de dinars de PNB

Au terme du 4ème trimestre 2023, Les indicateurs d'activité Trimestriels de l'UBCI font ressortir une évolution positive de 6,84% de son encours de dépôts de la clientèle pour atteindre 3.393,5 millions de dinars contre 3.176,3 millions de dinars au 31/12/2022.

Cette capacité à drainer des ressources nouvelles a contribué au renforcement de la capacité de financement de l'UBCI, les encours net de crédits à la clientèle ont ainsi augmenté de 6,63% par rapport à l'exercice 2022, soit un additionnel de 187 millions de dinars pour atteindre 3.007,9 millions de dinars.

Cette croissance des crédits a pu s'effectuer tout en préservant la qualité du portefeuille engagements de l'UBCI dont

le taux de créances non performantes reste parfaitement maîtrisé et un taux de couverture par des provisions parmi les plus élevés de la place. Ces indicateurs continuent de positionner l'UBCI parmi les banques les plus saines du marché bancaire .

Au terme de l'exercice 2023, le produit net bancaire de l'UBCI franchit le cap des 300 millions de dinars, en progression par rapport à la même période de 2022.

A ce titre, les produits d'exploitation ont atteint 464,9 millions de dinars en progression de 14,55 % par rapport à l'exercice précédent.

Par ailleurs, Les charges d'exploitation ont atteint 162,6 millions de dinars contre 112,8 millions de dinars au terme de

l'exercice 2022.

L'année 2023 a été marquée par la continuité des projets stratégiques de restructuration et de transformation qui animent la banque, notamment la refonte du système d'information.

L'UBCI confirme son statut de banque solide qui repose sur un modèle composé de métiers et expertises diversifiés.

Outresadynamique commerciale, la banque a poursuivi courant l'année 2023 ses actions en matière de Responsabilité Sociétale confirmant son statut de banque citoyenne et engagée, rappelons à ce titre que l'UBCI a été la première banque Tunisienne à obtenir le label ' Engagée RSE – Confirmé ' délivré par « AFNOR Certification ».



Poste Tunisienne

Un bilan 2022 historique et des fondamentaux solides pour l'avenir

La Poste Tunisienne vient d'annoncer l'approbation par le conseil d'administration des états financiers certifiés de l'exercice 2022, affichant un bénéfice net de l'ordre de 106 MD, réalisant ainsi une nette évolution par rapport aux exercices précédents.

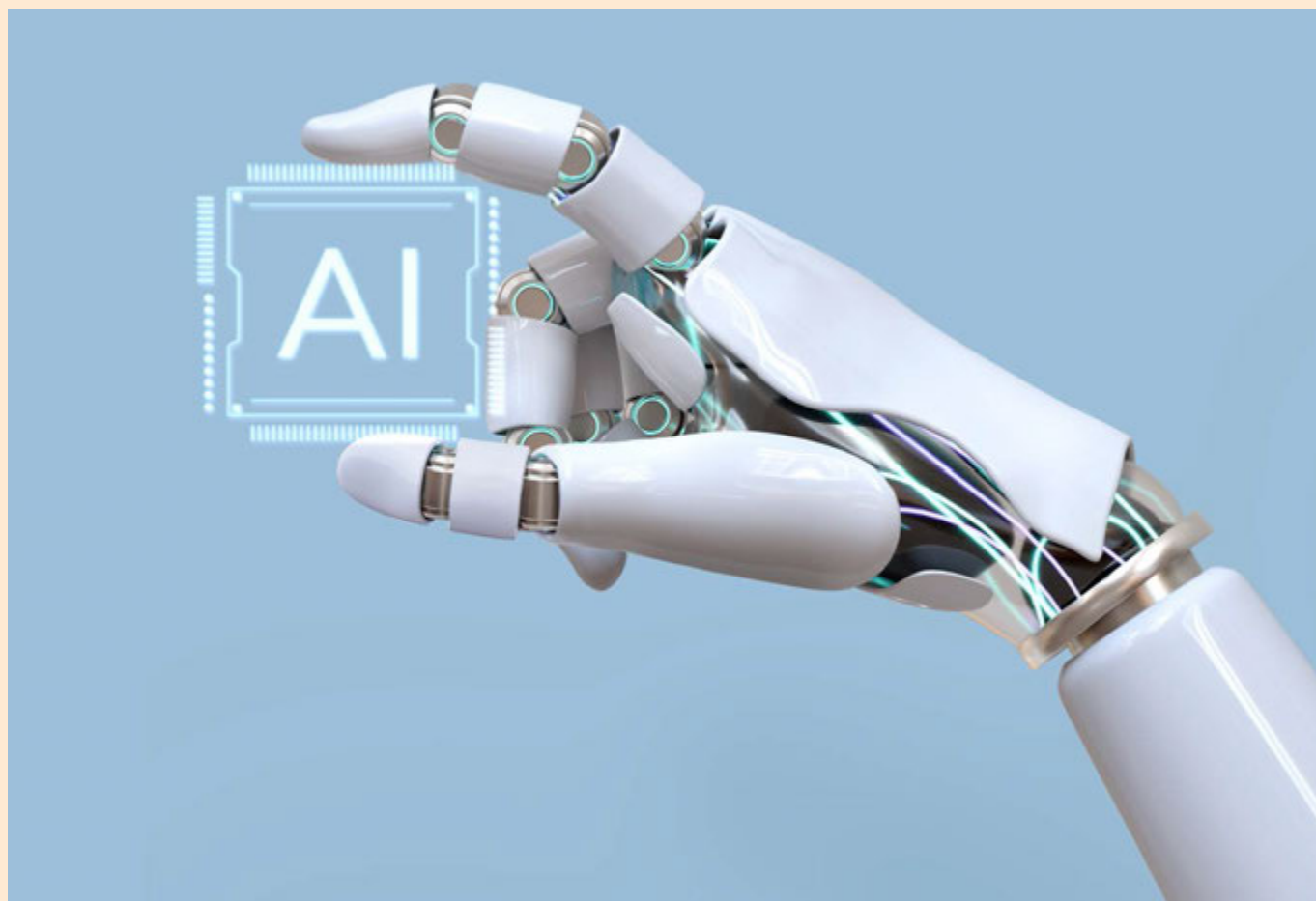
Les résultats positifs réalisés par la Poste Tunisienne durant trois années consécutives (2020-2021-2022), ont permis, non seulement, d'assainir une situation financière antérieure marquée par l'accumulation de

pertes successives mais aussi de reconstituer ses fonds propres et de renforcer sa solidité financière. D'autant plus que ces performances réalisées pour la première fois de son histoire, reflètent la capacité dont dispose la Poste Tunisienne pour maintenir une croissance stable et pérenne.

Les résultats enregistrés ne peuvent que témoigner de la rigueur des politiques menées par la poste Tunisienne en matière d'optimisation des processus de gestion, de la maîtrise

des charges d'exploitation et de la rentabilisation des investissements ainsi que des choix stratégiques inscrivant en priorité le développement de services innovants et à forte valeur ajoutée.

La Poste Tunisienne, jouissant d'un Capital confiance important, dotée d'un réseau d'agence le plus étendu constitué de 1.200 sites d'exploitation et 700 distributeurs automatiques, a fortement misé, pour l'atteinte de ses objectifs, sur son capital humain de 8.000 collaborateurs.



L'intelligence artificielle, une menace ou une opportunité ?

Les outils de l'intelligence artificielle ne peuvent en aucun cas représenter une menace pour la vie quotidienne. Bien au contraire, elles sont là pour booster le marché de l'emploi et créer de nouvelles opportunités, ont estimé deux experts en intelligence artificielle.

Dans une déclaration à l'agence TAP, mercredi, en marge des travaux de la troisième conférence sur les médias organisée par l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU) sous le signe "Les médias à l'ère de l'intelligence artificielle - Opportunités et enjeux", les deux experts ont appelé les journalistes et les

acteurs opérant dans le secteur des médias à être à l'affût de cette mutation technologique et à débusquer ses opportunités au service d'un contenu médiatique de qualité.

A cet égard, le Pdg de la Fondation de journalisme d'intelligence artificielle pour la recherche

et la prospective (AIJRF), Mohamed Abdel Daher, a tenu à mettre l'accent sur le rôle-clé de l'intelligence artificielle dans l'industrie des médias, soulignant que les technologies matérielles et immatérielles ont largement gagné du terrain dans l'industrie

«Les outils de l'intelligence artificielle ne peuvent en aucun cas représenter une menace pour la vie quotidienne», a estimé Mohamed Abdel Daher, Pdg de AIJRF.

des médias depuis plus de dix ans.

Leur application s'est avérée d'une utilité remarquable notamment au niveau de la production et de la gestion, de l'analyse du contenu médiatique et des commentaires qui y découlent.

L'expert a ajouté que l'intelligence artificielle ne peut constituer une menace pour l'avenir de l'humanité. Cette technologie n'est autre qu'une invention faite par l'homme au service de l'intérêt de tous, a-t-il souligné.

Il suffit de l'approprier, de la maîtriser et d'en contrôler l'usage pour qu'on puisse en tirer meilleur profit, a-t-il assuré, citant

en exemple l'application de l'AI dans les domaines de l'industrie du contenu, des soins de santé, des banques ou des services gouvernementaux.

L'expert a également affirmé que l'intelligence artificielle, depuis son lancement, a favorisé la création de plus de 12 nouveaux secteurs d'emploi et a permis de réaliser des investissements et des revenus financiers importants.

De son côté, l'expert dans le domaine des médias et président fondateur de la société " World Screen Marketing and Media Production ", Riadh Kamel Nejm, a déclaré que l'intelligence artificielle autant elle fait générer des défis, autant elle offre un large éventail d'opportunités

«L'intelligence artificielle, depuis son lancement, a favorisé la création de plus de 12 nouveaux secteurs d'emploi», a affirmé Mohamed Abdel Daher.

dans le monde arabe pourvu que ça soit sagement manipulée.

Face à la montée en puissance des outils de l'intelligence artificielle dans le domaine des

médias, nous sommes appelés à en accorder toute l'attention requise, a-t-il encore estimé,

«L'intelligence artificielle peut jouer un rôle important dans la vérification du contenu médiatique frauduleux et erroné», a-t-il ajouté.

mettant l'accent à ce propos sur le rôle de l'IA dans la vérification du contenu médiatique frauduleux et erroné, notamment, celui répandu via les réseaux sociaux. Il est à noter que les travaux de la conférence de l'ASBU se poursuivront les 17 et 18 janvier courant.

Les intervenants auront à débattre de plusieurs questions liées aux applications de l'intelligence artificielle dans la création des contenus médiatiques, aux perspectives et opportunités offertes par cette technologie dans les professions des médias ainsi que des volets techniques et technologiques afférents de l'utilisation de l'intelligence artificielle et enfin les considérations éthiques et juridiques liées à cette technologie.



NEO BTE

L'AGENCE

VIRTUELLE

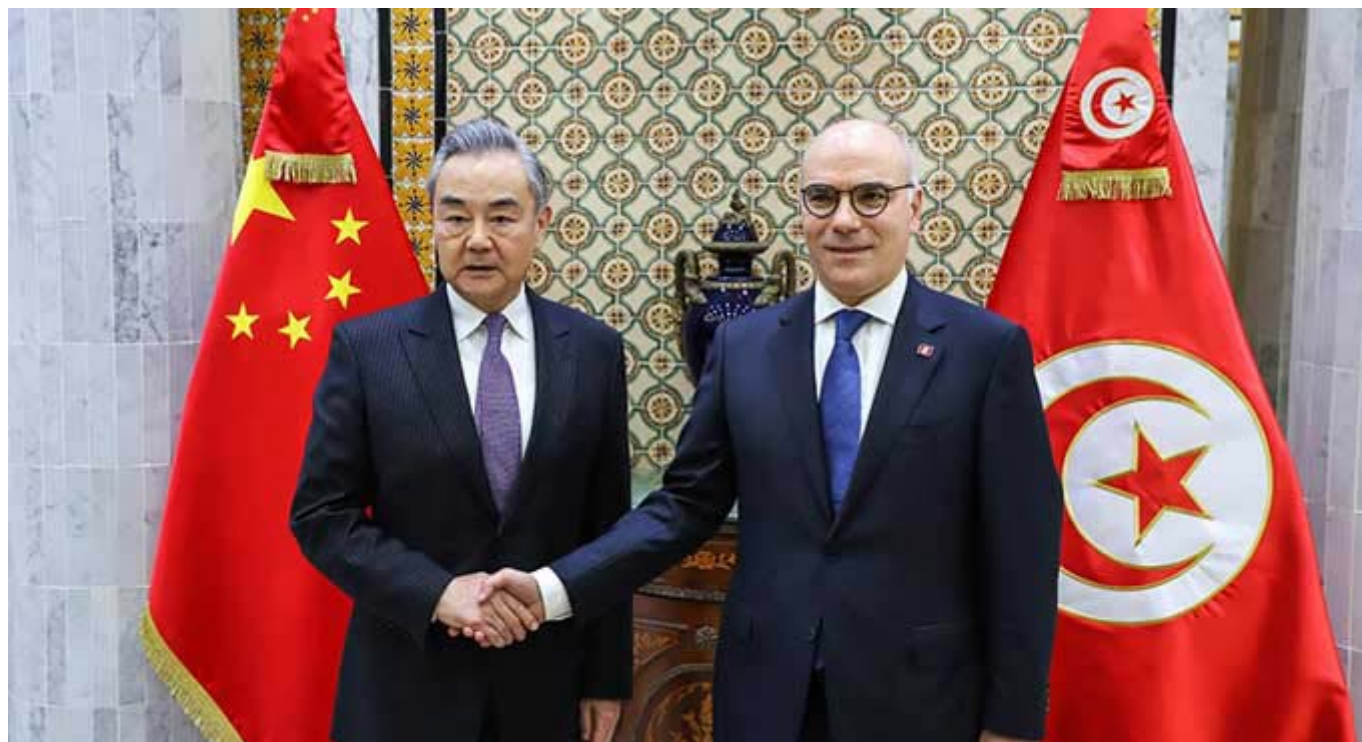
DE LA BTE



CREATED BY



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



Tunisie - Chine

Options et préalables à une coopération efficace

Le gouvernement tunisien a profité d'une visite du ministre chinois des Affaires étrangères à la mi-janvier pour solliciter plus d'investissements et de financements chinois. Certes, la Chine a les moyens pour apporter une aide précieuse pour la Tunisie, mais le fera-t-elle, avant que la Tunisie ne procède à des réformes structurelles pour assainir ses finances publiques et

restaurer les règles de la bonne gouvernance.

Quelles sont les options et quelles sont les perspectives de la coopération sino-tunisienne ? Éléments de réponses...

1- Les liens économiques entre les deux pays sont limités : le stock d'investissements étrangers chinois en Tunisie est

inférieur à 30 millions de dollars américains et les prêts en cours ne sont que de 132 millions de dollars américains.

Le commerce bilatéral est inégal, avec des exportations annuelles de la Tunisie vers la Chine inférieure à 70 millions de dollars américains, tandis qu'elle importe environ 2 milliards de dollars américains de Chine.



Production d'énergie

Le bilan d'énergie primaire fait apparaître à fin novembre 2023, un déficit de 4,3 Mtep enregistrant, ainsi, une diminution de 2% par rapport à fin novembre 2022, et ce, en comptabilisant la redevance, selon le rapport mensuel sur la Conjoncture énergétique pour le mois de novembre 2023, publié, lundi, par l'Observatoire national de l'Energie et des Mines.

Cette régression est due essentiellement à la baisse de la demande d'énergie primaire, la production des hydrocarbures a joué, par contre, en défaveur de cette diminution.

Le taux d'indépendance énergétique, qui représente le ratio des ressources d'énergie primaire par la consommation primaire, s'est situé à 49% à fin novembre 2023 enregistrant une quasi-stabilité par rapport à la même période de l'année précédente.

Alors que, sans comptabilisation de la redevance, le taux d'indépendance énergétique se limiterait à 38% à fin novembre 2023 contre 39% à fin novembre 2022.

2- Cependant, bien que la Tunisie fait partie de l'initiative Belt and Road, nous nous attendons à ce que la Chine soit réticente à augmenter ses investissements en Tunisie, compte tenu de la situation économique et financière difficile du pays, avec des risques élevés de défaut de paiement de la dette.

La Chine a déjà été marquée par les défauts de paiement de la dette et le rééchelonnement dans un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne. La Chine est par ailleurs mal vue par le FMI au sujet de la dette opaque que procure la Chine à certains pays très endettés et devant procéder à un rééchelonnement de leur dette.

3- La Chine a clairement indiqué qu'elle soutenait un programme du FMI pour la Tunisie, ce à quoi le président tunisien résiste. Ce faisant, la Chine appuie toutes ces réformes douloureuses, pour assainir la gouvernance budgétaire et réduire les déficits. La Chine étant peu susceptible d'être une source majeure de financement, la Tunisie semble manquer d'options pour faire face à ses importants besoins de financement externe, autres que de continuer à presser les importations et à faire face à des pénuries de produits de base importants avec des pressions sur les conditions de vie qui en découlent.

4- Les réserves de change sont suffisantes pour faire face à un important remboursement en attente d'euro-obligations en février, mais les perspectives de financement sont très incertaines (850 millions d'euros-bonds, et une centaine de millions de \$ au profit d'auteurs créanciers internationaux).

Le ministre chinois des Affaires étrangères, [Wang Yi](#), a atterri à Tunis le 14 janvier pour une visite de deux jours pour marquer les 60 ans de relations diplomatiques entre les deux pays. La Tunisie est confrontée à une crise budgétaire et à une économie au point mort, et les autorités espèrent qu'un renforcement des liens avec la Chine pourrait aider à atténuer certaines de ses tensions actuelles.

5- En particulier, le financement chinois pour de grands projets d'infrastructure créant des emplois et peut-être même des prêts directs pour aider à couvrir le budget sont sur la liste de souhaits.

Cependant, aucun d'entre eux ne semble susceptible de se concrétiser pour le moment. La dernière interaction diplomatique entre les deux pays a eu lieu en décembre 2022 lors d'une conférence multilatérale dans la capitale saoudienne, Riyad, où le président tunisien, Kais Saïed, a rencontré son homologue

chinois, Xi Jinping.

Pour le moment, la Tunisie n'est pas une priorité pour la Chine, et il est peu probable que cela change à court terme. Énergie douce plutôt que projets d'infrastructure

6- Le ministre chinois des Affaires étrangères a été reçu par M. Saïed, et tous deux ont assisté à une cérémonie à la nouvelle Académie diplomatique internationale de Tunis financée par une subvention de 23 millions de dollars américains de la Chine. Le projet aidera le gouvernement tunisien à former son personnel du service extérieur. Au cours des dernières années, la Chine a contribué à financer un nouvel hôpital universitaire à Sfax, un centre sportif et culturel à Ben Arous et un Institut Confucius à l'Université de Carthage pour augmenter l'accès aux cours de mandarin pour les étudiants tunisiens.

7- Bien que la Chine construise également un barrage sur la rivière Mellegue dans le gouvernorat de Kef, il semble pour l'instant que la Chine soit plus concentrée sur la projection de la production de l'énergie douce dans l'arrière-cour traditionnelle de l'Europe, plutôt que de considérer la Tunisie comme un partenaire économique critique avec des ressources stratégiques qu'elle peut exploiter.

Relation commerciale inégale et faible investissement

8- Bien que la Tunisie fasse partie de l'initiative de la ceinture et de la route de la Chine depuis juillet 2018, les projets à grande échelle que la Chine a soutenus dans d'autres pays ne se sont pas concrétisés en Tunisie.

Le commerce bilatéral reste également bien en dessous de son potentiel. Selon l'Institut national de la statistique de Tunisie, les exportations tunisiennes vers la Chine sont tombées de TD209 millions (67,1 millions de dollars américains) en 2021 à 65,6 millions de TD en 2023.

Les exportations chinoises vers la Tunisie, en revanche, sont passées de 6,5 milliards de dollars australiens (2 milliards de dollars américains) à 8,5 milliards de dollars australiens au cours de la même période.

9- Il est possible d'augmenter les exportations tunisiennes vers la Chine, en particulier de produits agricoles tels que l'huile d'olive, mais ce processus sera progressif et sera freiné par les limitations de la production nationale.

Pendant ce temps, sur les 3 700 entreprises étrangères opérant en Tunisie en 2023, seules 19 avaient des capitaux chinois, et le stock total d'investissements directs étrangers chinois en

Tunisie est passé de 36,6 millions de dollars américains en 2019 à 26,2 millions de dollars américains en 2022.

10- Les prêts chinois à la Tunisie restent faibles, à seulement 132 millions de dollars américains, et nous nous attendons à ce que la Chine ne soit pas disposée à élargir considérablement son portefeuille de prêts dans un avenir prévisible.

La Chine fait déjà face à des restructurations complexes de la dette avec un certain nombre de pays africains et est préoccupée par la situation économique et financière fragile de la Tunisie, avec des risques élevés de défaut de paiement de la dette.

Lors d'une conférence de presse lors de sa visite, M. Wang a souligné le soutien de la Chine à M. Saïed, mais a ajouté que les réformes aideraient à améliorer la situation économique de la Tunisie. Cela fait suite à une déclaration faite en mars 2023 par l'ambassadeur de Chine en Tunisie soutenant un programme du FMI alors proposé (que M. Saïed a par la suite rejeté).

11- Nous voyons cela comme un signe clair que bien que la Chine veuille que la situation économique de la Tunisie se stabilise, elle ne cherche pas à fournir un soutien sans l'assurance d'un programme



financé par le FMI.

Comme nous ne nous attendons pas à ce qu'un programme du FMI soit réalisable en 2024, nous doutons donc que la Chine ait le moindre appétit pour investir dans certains des projets d'infrastructure que le gouvernement pousse. Il s'agit notamment d'investissements dans le transport ferroviaire, de l'expansion de l'aéroport international de Tunis-Carthage et de nouveaux ports maritimes.

12- Sans financement externe sécurisé et sans stabilisation économique en Tunisie, la Chine aura des réserves sur la façon dont ces projets généreraient des rendements financiers suffisants pour le remboursement des prêts. Nous nous attendons donc à ce que les investissements chinois en Tunisie restent largement symboliques.

La Chine étant peu susceptible d'être une source majeure de financement, la Tunisie semble manquer d'options pour faire face à ses importants besoins de financement externe, autres que de continuer à presser les importations et à faire face à des pénuries de produits de base importants avec des pressions sur les conditions de vie qui en découlent.

13- Les plans visant à augmenter les revenus du phosphate et à

récupérer les actifs spoliés par la corruption ont très peu donné. Il n'y a toujours pas de visibilité sur la façon dont le gouvernement couvrira les besoins de financement externe de 5 milliards de dollars américains identifiés dans le budget de 2024. Les réserves de change sont suffisantes pour garantir qu'un remboursement en attente de l'euro-obligation de 850 millions d'euros (925 millions de dollars américains) soit atteint en février, mais par la suite, le pays s'appuiera en grande partie sur la générosité des donateurs bilatéraux comme l'Arabie saoudite et peut-être l'Algérie, pour éviter de glisser plus profondément dans la crise financière.

14- Tous ces paramètres font que la Chine ou autres pays approchés par la diplomatie tunisienne ne prendront pas de risques en investissant ou en prêtant intensément en Tunisie. Tous attendent la mise en œuvre des réformes structurelles proposées entre autres par les institutions des accords du Bretton Woods. Le Comité du FMI compte 20 membres, dont la Chine... et l'Arabie Saoudite.

Source : Economics for Tunisia, Moktar Lamari

Plafonds Assurance maladie

Le ministère des affaires sociales a annoncé lundi l'augmentation à partir du 1er février 2024, du plafond annuel des montants des services de santé externes pris en charge dans le cadre du régime d'assurance maladie concernant le système de remboursement des frais de soins ou le système privé des soins.

Ces augmentations se répartissent comme suit:

-450d pour un assuré social sans personne à charge au lieu de 350d actuellement

-675d pour assuré social avec une personne à charge au lieu de 375d actuellement

-900d pour un assuré social avec deux personnes à charge au lieu de 450d actuellement

-1125d pour un assuré social avec trois personnes à charge au lieu de 525d actuellement

-1350d pour un assuré social avec quatre personnes ou plus à charge au lieu de 600d actuellement

w m c
HORS-SÉRIE

iPad Pro

SPECIAL
ASSURANCES
LE GUIDE DU MARCHÉ DES ASSURANCES
EN TUNISIE



Assurances
Voyages
Cyber sécurité
Santé
Habitation
Auto

EDITION NUMÉRIQUE - MAI 2021

www.wmc.com





H O R S - S É R I E

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Enjeux et opportunités de la mobilité





Nous sommes là, nous sommes las aussi !

L'atmosphère était déjà lourde et elle s'alourdit tous les jours. Le manque de visibilité qui caractérise déjà le travail de la Troïka est endémique. Nous ne savons rien et même ceux parmi nous qui savent s'avèrent ne savoir que peu de choses finalement!

Le remaniement ministériel est dans le black out total. On se demande d'ailleurs, comme beaucoup d'observateurs le font, pourquoi Ennahdha s'est-elle fourguée dans cette histoire sachant que c'est un coup d'épée dans l'eau! Qu'est-ce des nouveaux ministres peuvent-ils faire devant les énormes besoins

du pays et devant le peu de temps qui reste avant les élections qui, au plus tard, ne dépasseront pas l'automne?

Là il y a d'autres questions! Ce n'est que cette semaine que la composition de la commission qui doit statuer sur les candidatures à la nouvelle ISIE va être connue. On ne sait pas encore quel code électoral nous aurons, à moins de conserver celui des élections du 23 octobre -et nous ne savons pas si la présidentielle précédera les législatives ou le contraire comme certains l'ont avancé.

Les partis démocratiques ne sont pas encore arrivés à convaincre

Ennahdha sur les contours des pouvoirs du président de la République dans un régime qu'elle a fini par accepter comme parlementaire aménagé! Dans ces conditions et dans une perspective pas claire sur la date de l'adoption de la dernière version de la Constitution, comment peut-on retenir la date de fin juin pour les élections? Personne ne le sait! Même pas Rached Ghannouchi himself !

Nous approchons du deuxième anniversaire du 14 janvier. Dans le flou le plus total! Certes des signaux d'apaisements sont apparus par-ci par-là, surtout avec l'amorce d'une détente dans

la guerre Nidaa Tounes-Ennahdha et avec l'initiative du président Marzouki pour réanimer le défunt «dialogue national». Mais est-ce que ces signaux suffisent?

Visiblement, le pays est tendu! Le Kef, Kasserine, Kébili, Ben Guerdane, Kerkennah... sont traversés d'un mouvement de protestation et de violence notoire. Les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles et l'inflation et la hausse des prix faussent même le plus petit résultat positif de l'économie, s'il y en a un!

En même temps, les spécialistes pointent du doigt une nouvelle tendance qui serait à l'œuvre dans la société et qui oriente vers les gains faciles, le refus du travail à moins que ce soit dans la fonction publique, l'inexistence de suffisamment de main-d'œuvre pour les travaux agricoles, la croissance des réclamations de développement mais sans aucune force de proposition locale qui prenne en compte les atouts et les faiblesses de chaque secteur ou de chaque région!

Ceci s'exprime, d'autre part, par la recrudescence de la contrebande à grande échelle, par la floraison des «kiosques» sur les trottoirs et par les vendeurs ambulants de tout acabit qui envahissent nos villes! Ceci s'exprime aussi par la hausse vertigineuse du coup de la main-d'œuvre dans le bâtiment

et même son inexistence!

De quel développement veut-on parler quand personne dans la classe politique n'est capable aujourd'hui de parler clairement aux gens et de leur dire leurs quatre vérités? Tous les paris cherchent surtout de l'audience même en allant dans le sens du poil de la rue, et il y a peu ou pas du tout de leader capable de dire les mauvaises nouvelles, capable de raisonner les revendications, capables d'avouer au peuple qu'il lui faut du temps et de la patience et que le pays est à bord de la récession ... Même si notre gouverneur de la BCT -professeur d'économie de son état- a récemment affirmé le contraire!

Le gouvernement de la Troïka a déjà échoué dans sa communication, les partis de l'opposition, dans leur urgence de batailler contre le projet islamiste n'arrivent pas, eux non plus, à inventer un discours nouveau et courageux, la gauche du Front Populaire recycle ses vieilles lanternes révolutionnaires dans un monde qui a depuis plus de 20 ans enterré le socialisme partout même en Chine!

Tous ça pour dire que nous sommes là ! Nous sommes là aussi!

Ali Laidi BM

12-01-2013



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

KIOSQUE



LeMag n°105

- Budget 2023 : Le gouvernement Bouden propose des mesures urgentes à prendre
- «Le décret présidentiel sur la réconciliation pénale est inapplicable», affirme Faouzi Abderrahmane
- Fuite des cerveaux tunisiens
- Les beignets de Ghomrassen au patrimoine mondial de l'Unesco?



LeMag n°101

- IDE : Forte augmentation des investissements étrangers
- Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises publiques
- De l'air pour ne plus avoir soif à l'école
- La nouvelle Golf 8 en Tunisie



LeMag n°99

- Guerre en Ukraine : L'onde de choc économique sur la Tunisie
- Pas de réduction du déficit énergétique et des prix de l'électricité sans énergies renouvelables
- Suppression des autorisations pour 12 activités économiques
- «El Hadhra» de Fadhel Jaziri : Transe au cœur de la Cité



LeMag n°91

- Risque Tunisie : Fortes pressions sociales et internationales
- Les exportations du jean tunisien aux USA ont bondi de 69% en 2021
- 1,5 million de Tunisiens auraient payé 570 MDT de pot-de-vin en 2020
- «Yallaa» ou la découverte des joies de la création avec Rania Werda



LeMag n°85

- Marché financier 2021 : Quel bilan ?
- Loi de finances 2022 : Les sociétés de Commerce International en colère
- Loi de Finances 2022 : Créances fiscales, réduction des pénalités et facilités de paiements
- Récit d'une aventure artistique de Rached Zarrai Miladi



LeMag n°79

- Recouvrement : Un frein à la pérennité de l'entreprise
- Re*Connect, promouvoir les femmes évoluant dans l'IT
- Marché de l'automobile: Des immatriculations en légère baisse en octobre
- La Tunisie n'a pas besoin du FMI pour financer son économie



À VOTRE SERVICE
ET *plus* ENCORE



TUNISIE



www.comar.tn

بنك الوفاق
WIFAK BANK
بنك الجميع



للمرة الثانية على التوالي

الأفضل في خدمة الحرفاء

